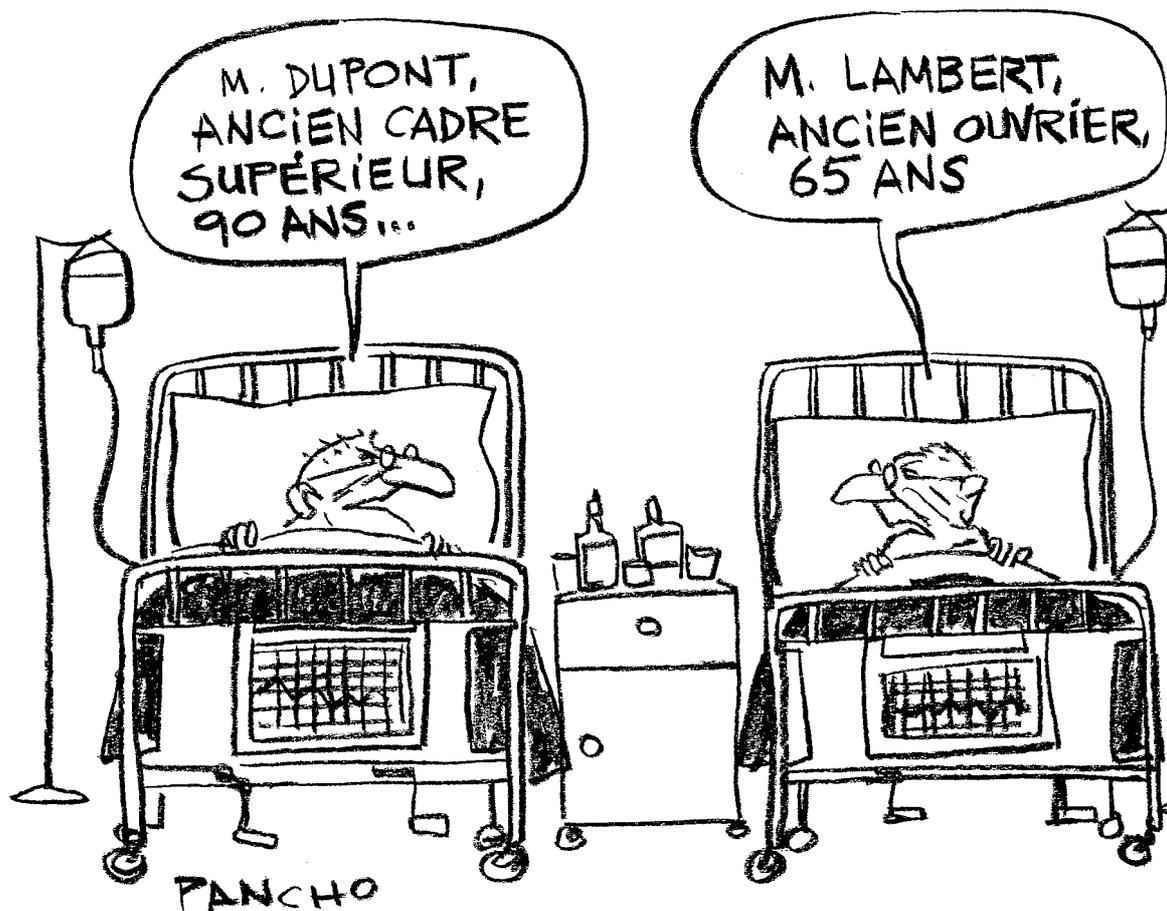


PARTIE SOCIOLOGIE

THEME 1 : CLASSES, STRATIFICATION ET MOBILITÉ SOCIALES

Chap.1. Comment analyser la structure sociale ?



« Tous les hommes ont mêmes droits... Mais du commun lot, il en est qui ont plus de pouvoirs que d'autres. Là est l'inégalité. »

de [Aimé Césaire](#)

« tout mon travail montre que dans un pays dont on disait aussi qu'il s'homogénéisait, qu'il se démocratisait, etc ..., la différence est partout »

P. Bourdieu

Programme officiel :

Thèmes et Questionnements	Notions au programme	Indications complémentaires
Comment analyser la structure sociale ?	<ul style="list-style-type: none"> ■ Stratification sociale ■ structure sociale ■ Inégalités économiques ■ Inégalités sociales ■ classes sociales, ■ groupes de statut, ■ catégories socioprofessionnelles. 	<p><i>On mettra en évidence le caractère multiforme des inégalités économiques et sociales ainsi que leur aspect parfois cumulatif. On procédera à des comparaisons en utilisant les principaux indicateurs et outils statistiques appropriés.</i></p> <p><i>On présentera les théories des classes et de la stratification sociale dans la tradition sociologique (Marx, Weber) ainsi que leurs prolongements contemporains et on s'interrogera sur leur pertinence pour rendre compte de la dynamique de la structuration sociale. On mettra en évidence la multiplicité des critères de différenciation sociale dans les sociétés post-industrielles (statut professionnel, âge, sexe, style de vie).</i></p>
	Acquis de 1ES	<ul style="list-style-type: none"> ■ Salaire ■ revenu ■ profit ■ revenus de transfert ■ groupe social

 savoirs	être capable de définir :	Etre capable de analyser / distinguer / justifier :
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Structure sociale ■ Stratification sociale ■ Inégalité ■ Inégalités économiques ■ Inégalités sociales ■ classes sociales ■ groupes de statut ■ catégories socio-professionnelles ■ salaire ■ revenu ■ profit ■ revenus de transfert ■ groupe social ■ approche réaliste (réalisme) ■ approche nominaliste (nominalisme) ■ patrimoine ■ revenu disponible brut ■ niveau de vie ■ discrimination ■ revenus primaires ■ revenus du travail ■ Revenus mixtes ■ revenus du capital (ou du patrimoine) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Distinguer inégalité / différence et inégalité / discrimination et sur les critères qui permettent la distinction. ✓ Parmi l'ensemble des inégalités, distinguer et illustrer les inégalités économiques des autres types d'inégalités. ✓ Distinguer et illustrer les différents types d'inégalités économiques. ✓ Distinguer et illustrer les différents types d'inégalités sociales ✓ Expliquer les mécanismes de cumul de ces inégalités. ✓ Caractériser l'évolution des inégalités depuis le XIXème siècle. ✓ Distinguer l'approche unidimensionnelle et réaliste de Marx en terme de classes sociales de celle pluridimensionnelle et nominaliste de Weber en termes de strates sociales de la structure sociale. ✓ Distinguer la notion de classe sociale chez Marx et Weber ✓ Analyser les prolongements de l'analyse de la stratification en termes de classes avec les approches de Bourdieu et Chauvel ✓ Expliquer les enjeux du débat actuel sur la moyennisation en distinguant les approches de Mendras, de Chauvel et Goux et Maurin. ✓ Distinguer les différents critères de différenciation de la structure sociale des sociétés contemporaines : grille des PCS, le genre, l'âge. ✓ Montrer que la stratification est de plus en plus plurielle et qu'il est difficile d'appréhender la structure sociale actuelle avec les outils sociologiques classiques.

1.1. Comment analyser la structure sociale ?

	<ul style="list-style-type: none"> ■ Redistribution ■ Redistribution horizontale ■ Redistribution verticale ■ Prélèvements obligatoires ■ Hierarchie sociale ■ Classe en soi (Marx) ■)Classe pour soi (Marx) ■ Conscience de classe (selon Marx) ■ Classes sociales (Weber) ■ classe sociale (Bourdieu) ■ classes sociales (Chauvel) ■ parti (politique) ■ Classes sociales (Marx) ■ Classes moyennes ■ Moyennisation ■ Polarisation ■ Capital économique ■ Capital culturel ■ Capital social ■ Capital symbolique ■ Mode (genre) de vie 	
	<p>SAVOIR-FAIRE EXIGES AU BAC EN LIEN AVEC CE CHAPITRE</p>	<p>CALCUL, LECTURE, INTERPRÉTATION :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Proportions, pourcentages de répartition • Écarts et rapports interquantiles • Mesures de variation : coefficient multiplicateur, taux de variation, indices simples et pondérés <p>LECTURE ET INTERPRÉTATION :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Corrélation et causalité • Tableaux à double entrée • Médiane, écart-type • Représentations graphiques : courbes de Lorenz, histogrammes, diagrammes de répartition

PROBLEMATIQUE :

Comment peut-on comprendre la société actuelle par les différentes inégalités sociales qui la structurent ? Quelles sont ces différentes inégalités ? Pourquoi se cumulent-elles ? Comment ont-elles évolué ? Comment les sociologues rendent-ils compte de la structure sociale ? Comment analyser la dynamique de la structuration sociale ?

PLAN DU COURS :

I. DES INÉGALITÉS MULTIPLES ET CUMULATIVES.....	6
A. Définir et mesurer les inégalités (\cong la mesure des inégalités se fera en T.D).....	6
B. Parmi les inégalités sociales, les inégalités économiques sont les plus visibles.....	6
1. Les inégalités de revenu.....	6
2. Les inégalités de patrimoine	7
B. Les inégalités économiques sont à l'origine d'autres inégalités moins visibles et pluridimensionnelles : les inégalités sociales	8
C. Le caractère cumulatif et systémique des inégalités.....	9
D. L'évolution des inégalités économiques.....	10
II. ANALYSES THÉORIQUES FONDATRICES DE LA STRUCTURE SOCIALE.....	11
A. L'analyse de K.Marx : une approche unidimensionnelle, conflictuelle et réaliste des classes sociales.....	11
B. L'analyse de M. Weber : une approche pluridimensionnelle et nominaliste de la stratification sociale.....	12
III. LES PROLONGEMENTS CONTEMPORAINS RENOUVÈLENT L'INTERPRÉTATION DE LA STRUCTURE SOCIALE DE NOS SOCIÉTÉS.....	13
A. Les analyses en termes de classes sociales restent d'actualité.....	13
1. L'approche des classes sociales de P. Bourdieu : un espace social fondé sur la détention des capitaux	13
2. L'analyse de L. Chauvel : vers un retour ou redéfinition des classes sociales aujourd'hui ?.....	14
3. La Bourgeoisie, une classe sociale à part entière ?.....	16
B. Le débat sur la moyennisation toujours d'actualité.....	16
1. La moyennisation de la société remet en cause l'approche de la structure sociale en classes sociales : l'approche de H. Mendras.....	16
2. Débats actuels autour des classes moyennes.....	17
IV. MULTIPLICITE DE CRITÈRES DE DIFFÉRENCIATION DE LA STRUCTURE SOCIALE DANS LES SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES.....	18
A. La grille des PCS : un outil utile mais contesté.....	18
B. De multiples critères de différenciation sociale.....	19
1. Une différenciation selon l'âge et la génération.....	19
2. Une différenciation selon le genre	19
C. Une stratification de plus en plus plurielle.....	20

I. DES INÉGALITÉS MULTIPLES ET CUMULATIVES

Les différences n'induisent pas nécessairement de hiérarchie. Mais on va parler d'inégalités sociales lorsque certaines catégories bénéficient de ce que les normes et les valeurs de la société ou certains groupes considèrent comme un avantage.

A. Définir et mesurer les inégalités (la mesure des inégalités se fera en T.D)

☐ **DOC 1 des différences aux inégalités**

Entre deux individus dont l'un a des cheveux bruns et l'autre des cheveux noirs, il y a une différence, mais pas, toutes choses égales par ailleurs, une inégalité. En revanche, ces différences deviennent inégalités lorsqu'elles sont traduites en termes d'avantages ou de désavantages. Si brun permet d'accéder à des biens refusés à un individu aux cheveux noirs, la différence devient une inégalité.

Mais cette inégalité individuelle ne devient une inégalité sociale que si l'infériorité ou la supériorité est partagée par des personnes aux caractéristiques sociales identiques.

Ainsi, toute différence individuelle ne peut être utilisée comme critère pour mettre en évidence des inégalités sociales. Pour qu'il y ait des inégalités sociales, il faut donc qu'existent des ressources socialement valorisées, caractérisées par leur rareté et inégalement réparties entre les individus. Dans ce cas, les individus peuvent être hiérarchisés sur une échelle traduisant leur inégale possession et leur inégal accès aux ressources valorisées dans la société.

Ces ressources constituent autant de critères de différenciation permettant de classer les individus. On peut distinguer des critères économiques [...], démographiques [...], culturels [...], politiques [...] ou symboliques [...]. La hiérarchie sociale désigne ainsi un ensemble social caractérisé par une échelle descendante de pouvoir, de privilèges, de situations qui impliquent la subordination des échelons inférieurs aux échelons supérieurs.

Étudier la stratification sociale, c'est donc analyser comment une société est organisée, selon quels critères elle hiérarchise les individus et les groupes sociaux auxquels ils appartiennent. Les inégalités sociales impliquent des différences mais toute différenciation sociale n'est pas une inégalité sociale. Une telle proposition implique que les inégalités résultent de processus sociaux qui peuvent se reproduire au fil du temps, de génération en génération, indépendamment de la volonté des individus; par opposition, une différence peut se cultiver, fonder une stratégie consciente de différenciation s'incarnant dans des styles de vie, des choix culturels et symboliques sans impliquer nécessairement de dimension hiérarchique. »

Patrice Bonnewitz, Classes sociales et inégalités, coll. « Thèmes & Débats », Bréal, 2004.

1. Pourquoi toutes les différences ne constituent-elles pas des inégalités ?
2. Les inégalités se construisent-elles sur les mêmes bases dans toutes les sociétés ? Pourquoi ?
3. Recherchez la différence entre inégalité et discrimination ?

☐ **DOC 2 : Texte n°2 p.170**

4. Pourquoi peut-on dire que les différences de taille se transforment en inégalité ?
5. Comment peut-on l'expliquer à partir du texte ?

☐ **DOC 3 : Tab n°4 p.171**

6. Quel est la perception des français sur notre société en 2014 ?
7. Faites une phrase avec les deux données entourées.
8. Certaines inégalités ont-elles un lien avec les inégalités de revenu ?

B. Parmi les inégalités sociales, les inégalités économiques sont les plus visibles.

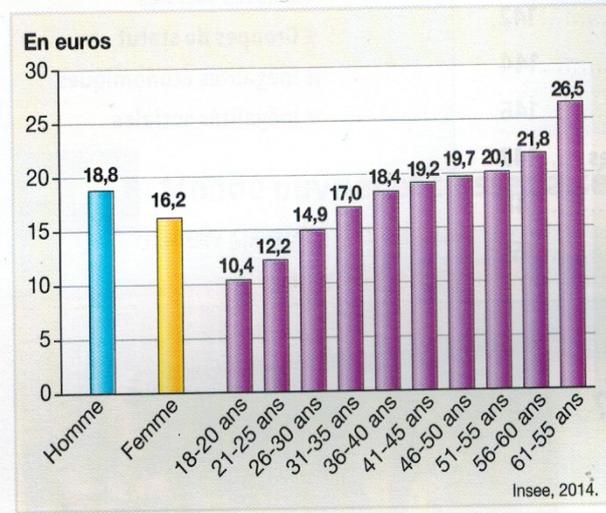
1. Les inégalités de revenu

☐ **DOC 4 : tab stat n°1 p.172**

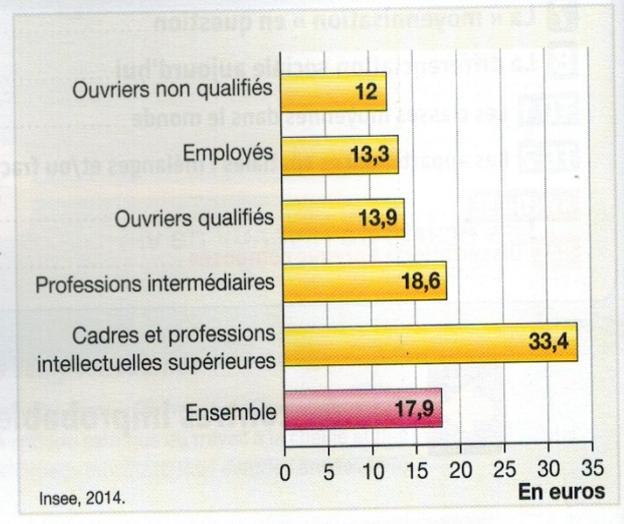
9. Faites une phrase avec la donnée entourée et la dernière ligne du tableau.
10. Quels types de revenus perçoivent les artisans, commerçants et chefs d'entreprise ? En quoi sont-ils différents des revenus perçus des autres catégories socioprofessionnelles ?

□ DOC 5 : les différences de salaires selon le genre et la CSP + tab n°1 p.172

a. Salaire brut horaire moyen selon le sexe et l'âge

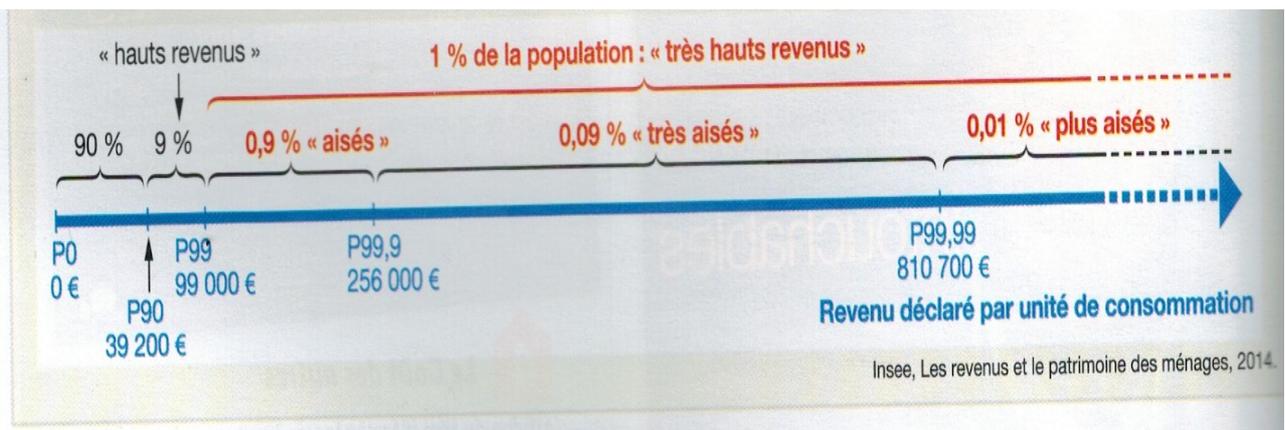


b. Salaire brut horaire moyen selon la CSP



11. Quel écart entre le salaire moyen horaire des hommes et des femmes ?
12. Quel écart entre le salaire moyen horaire des 18-20 ans et 55-61 ans ?
13. Quel écart entre les ouvriers non qualifiés et les CPIS ?

□ DOC 6 :



Champ : France métropolitaine, personnes appartenant à des ménages fiscaux dont le revenu déclaré par unité de consommation est strictement positif.
Lecture : 0,01 % de la population a un revenu déclaré par unité de consommation supérieur à 810 700 euros pour l'année 2011.

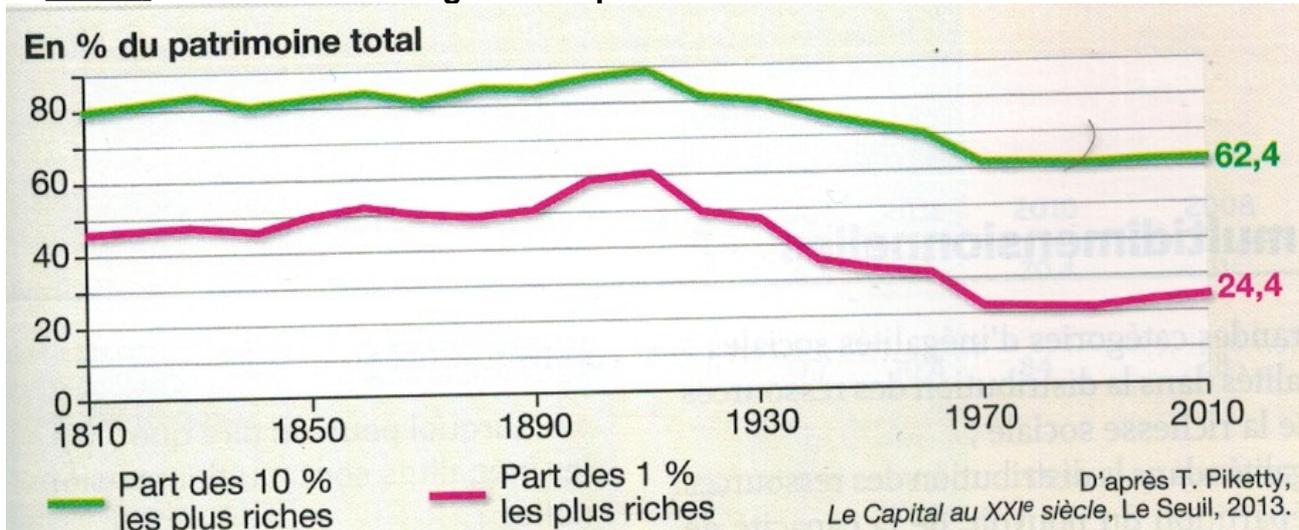
14. Quel est le revenu déclaré par les 10% les plus aisés ? Les 1% ? les 0,1% ? les 0,01 ? les 90% les moins aisés ?
15. Calculez le rapport entre 0,01% les plus aisés et 90% les moins aisés ?

2. Les inégalités de patrimoine

□ DOC 7 : tab n°2 p.172

16. Faites une phrase avec la donnée entourée.
17. Comment expliquer les niveaux de patrimoine élevés de patrimoine médian de agriculteurs, ACCE, Professions libérales ?
18. Parmi les catégories salariées, que peut-on conclure en comparant les inégalités de patrimoine médians et celles de revenu du doc 1 ?
19. Pourquoi le montant du patrimoine a-t-il un caractère cumulatif ?

□ **DOC 8 : l'évolution des inégalités de patrimoine en France.**



20. Comparez les évolutions des 1% et des 10% les plus riches.

B. Les inégalités économiques sont à l'origine d'autres inégalités moins visibles et pluridimensionnelles : les inégalités sociales

□ **DOC 9 : les inégalités sociales multidimensionnelles**

On peut grossièrement distinguer trois grandes catégories d'inégalités sociales :

- **les inégalités dans l'ordre de l'avoir** : les inégalités dans la distribution des ressources matérielles de la société, dans la répartition de la richesse sociale ;
- **les inégalités dans l'ordre du pouvoir** : les inégalités dans la distribution des ressources sociales et politiques de la société, dans la répartition du pouvoir, de la capacité de défendre ses intérêts et ses droits, d'imposer sa volonté aux autres par différents biais, de peser au moins partiellement sur l'organisation de la société ;
- **les inégalités dans l'ordre du savoir** : les inégalités dans la distribution et la maîtrise des savoirs, dans la capacité d'élaborer des connaissances et de donner un sens au monde dans lequel on vit, de proposer et d'imposer des définitions légitimes des choses, des gens, des situations, des rapports et des pratiques. [...]

Pour qu'une inégalité puisse être qualifiée de sociale, il faut encore et surtout qu'elle soit l'œuvre de la société dans le cadre de laquelle on la constate. [...] Vouloir ramener les inégalités sociales aux seuls facteurs individuels, c'est occulter toute la logique de reproduction sociale des inégalités. Par exemple, le fils (ou la fille) de la cigale aura beau se faire plus fourmi que la fourmi, il (elle) ne parviendra généralement pas à effacer le handicap que lui aura légué son père, victime qu'il (elle) est de la transmission inégalitaire des patrimoines.

A. Bihl, R. Pfefferkorn, *Le Système des inégalités*, La Découverte, coll. « Repères », 2008.

21. Pourquoi peut-on dire que les inégalités sont multidimensionnelles ? Illustrez chacune de ces formes.
22. A quelle condition une inégalité peut-elle être qualifiée de « sociale » ?

□ **DOC 10 : tab n°3 p.173**

23. Pourquoi peut-on parler de « double peine » pour les ouvriers ?
24. Quelles hypothèses peut-on faire pour expliquer ces écarts d'espérance de vie ?
25. Pourquoi peut-on parler de cumul d'inégalités dans ce cas ?
26. Que signifient les données entourées

□ DOC 11 : les inégalités culturelles

Proportion de personnes ayant visité au moins une exposition, un musée, un monument, un site historique... ou une ville d'art et d'histoire au cours des douze derniers mois (en %) en fonction de la PCS et du revenu

	A effectué une visite	N'a pas effectué une visite	Total
PCS			
Indépendant	67	33	100
Cadre et profession intellectuelle supérieure	86	14	100
Profession intermédiaire	94	26	100
Employé	57	43	100
Ouvrier	44	56	100
Revenus			
Bas revenus	44	56	100
Classe moyenne inférieure	53	47	100
Classe moyenne supérieure	71	29	100
Hauts revenus	78	22	100

CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, 2012.

27. Justifiez en quoi les inégalités économiques sont à l'origine des inégalités culturelles.
28. En quoi la catégorie socioprofessionnelle peut-elle expliquer ces inégalités culturelles ?
29. Quels sont les principaux facteurs explicatifs de ces inégalités culturelles ?

□ DOC 12 :

Retard scolaire à l'entrée de la classe de 6^e en 2011 (en %)

	Au moins un an de retard
Selon la catégorie sociale du responsable de l'enfant	
Catégorie sociale très favorisée ¹	3,6
Catégorie sociale favorisée ²	7,6
Catégorie sociale moyenne ³	11,2
Catégorie sociale défavorisée ⁴	20,5
Selon le territoire de résidence	
En ZUS ⁵	21,7
Hors ZUS	11,6
Ensemble	12,3

1. Cadres, professions libérales, chefs d'entreprise et enseignants.
2. Professions intermédiaires.
3. Agriculteurs exploitants, artisans, commerçants, employés.
4. Ouvriers, chômeurs et inactifs n'ayant jamais travaillé.
5. Zones urbaines sensibles, notamment caractérisées par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi.

Source : INSEE Première, n° 1512, septembre 2014.

30. Que signifient les données entourées ?
31. Combien de fois un enfant de relevant de la « catégorie sociale défavorisée » a-t-il plus de chances qu'un enfant issu de la « catégorie favorisée » d'être en retard scolaire ?
32. Quels sont les facteurs qui peuvent expliquer ce retard

C. Le caractère cumulatif et systémique des inégalités

□ DOC 13 : texte n°4 p.173

33. Représentez sous forme de schéma d'implication chacun des deux mécanismes de cumul évoqués dans le texte.
34. Quelles sont les inégalités à l'origine d'autres inégalités ?
35. Expliquez la phrase soulignée.

II. ANALYSES THÉORIQUES FONDATRICES DE LA STRUCTURE SOCIALE.

Dès le XIX^e siècle, les sociologues cherchent à analyser la structure sociale et à identifier des types spécifiques de groupes sociaux. K. Marx va élaborer une théorie des classes sociales alors que M. Weber fera plutôt une analyse en termes de strates sociales.

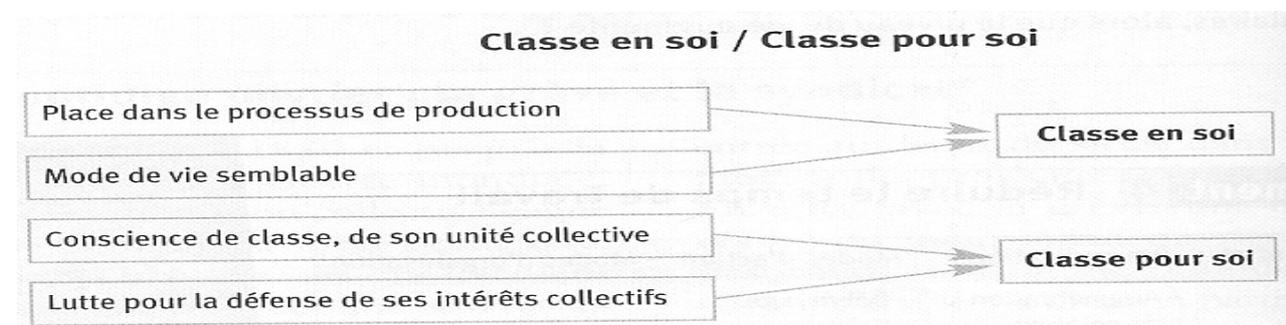
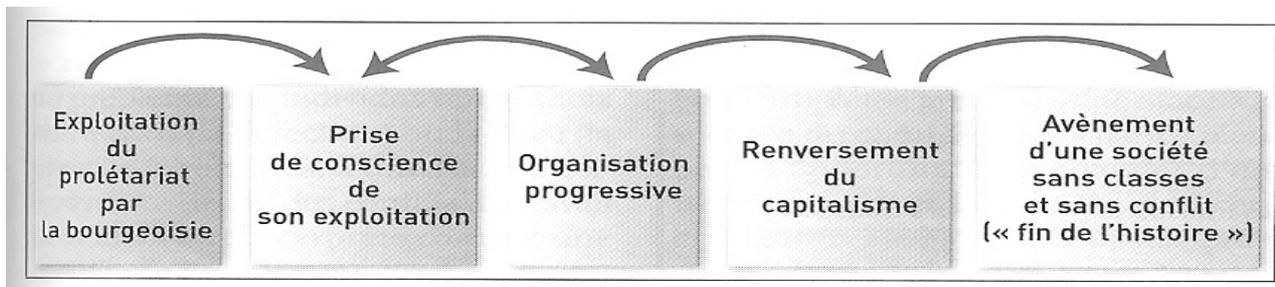
A. L'analyse de K.Marx : une approche unidimensionnelle, conflictuelle et réaliste des classes sociales.

☐ DOC 16 : texte n°1 p.178

41. Selon K. Marx, quel est le principal critère qui détermine la place dans le processus de production ? Quels éléments font de la classe ouvrière une classe en soi ?
42. Une classe en soi constitue-t-elle nécessairement un groupe social ? Comment les individus peuvent-ils acquérir la conscience de classe et devenir une classe pour soi ?
43. Les paysans parcellaire ont-ils des intérêts similaires ? Ont-ils une conscience de classe ?
44. Dans le texte, à quels critères K. Marx repère-t-il la présence ou l'absence d'une telle conscience ?

☐ DOC 17 : texte n°2 p.178

45. Pourquoi K. Marx parle-t-il d'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie ?
46. Expliquez pourquoi les intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat sont-ils nécessairement antagoniques ?



B. L'analyse de M. Weber : une approche pluridimensionnelle et nominaliste de la stratification sociale.

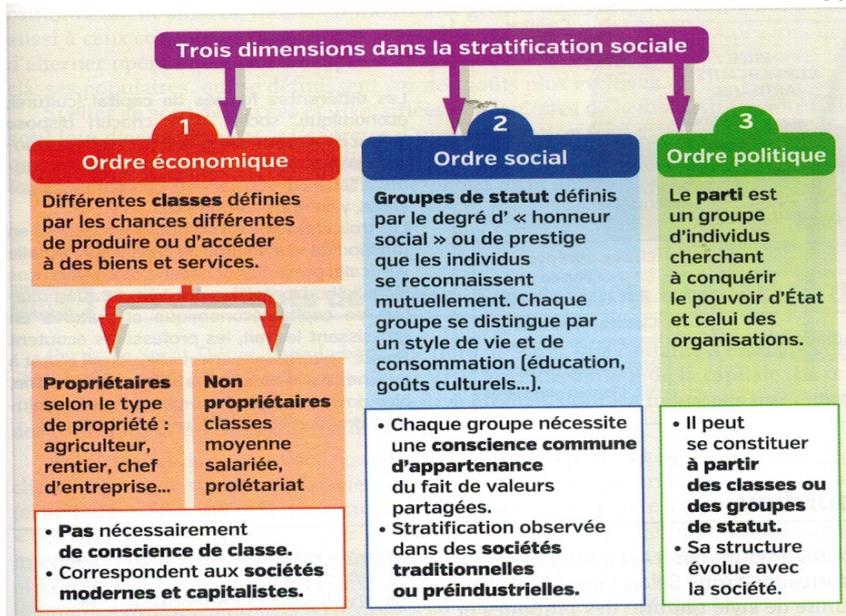
□ DOC 18 : Texte n°3 p.179

Une analyse en termes de stratification sociale qui refuse les postulats de Marx est proposée par Weber dans *Économie et société* (1921). L'approche de Weber ne se réduit pas aux classes sociales qui ne constituent pour lui que l'un des éléments de la stratification sociale. Sa classification retient trois sphères d'activité sociale conduisant à l'établissement, chacune, d'une hiérarchie spécifique : la classe correspond à l'ordre économique, le statut à l'ordre social et le parti à l'ordre politique. [...]

Le statut social de l'individu peut également être fondé sur le prestige attribué à tel ou tel groupe.

Comme le souligne Weber, la considération sociale n'est pas étroitement liée à la position économique : dans certaines sociétés, la possession d'un niveau d'instruction élevé (prêtre, professeur...), d'un honneur, en raison de la naissance (un titre de noblesse), l'exercice d'une profession prestigieuse (savant, artiste...) sont valorisés et peuvent contribuer à rapprocher des individus et leur faire prendre conscience de leur appartenance à un même ensemble.

Philippe Riutort, *Précis de sociologie*, PUF 2010



Note : chaque ordre ou hiérarchie a sa propre logique. Par exemple, un individu en haut de l'ordre économique ne le sera pas nécessairement du point de vue du prestige social. Cependant, les différents ordres sont en partie liés : la fortune permet d'acquérir les bonnes manières, le pouvoir politique peut permettre de s'enrichir.

47. Quelles sont les deux autres dimensions permettant de définir la position sociale des individus qui sont évoqués par M. Weber et absents de l'analyse de Marx ?
48. Quels sont les points communs et différences entre la définition de classe sociale chez Marx et Weber ?
49. Quelle place aura dans la structure sociale selon Weber un noble désargenté et une personne d'origine modeste mais gagnante du Loto ?

Les classes sociales	Les groupes de statut	Les partis
<p>Ordre économique = mode selon lequel les biens et services sont distribués et utilisés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ensembles d'individus qui partagent une même situation économique (une même probabilité de s'approprier ou non des biens d'un certain type, par le biais d'échanges marchands). • Le fait de partager un commun intérêt économique ne conduit pas nécessairement les membres d'une même classe sociale à agir de manière concertée et organisée. 	<p>Ordre social = mode selon lequel le prestige ou l'« honneur social » se distribue dans une communauté.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Groupements d'individus qui partagent une même évaluation positive ou négative de leur dignité sociale. • Ils partagent un même honneur, un même prestige lié : à la naissance (exemple : une origine aristocratique), à la profession (exemple : les vedettes du spectacle ou du sport), au niveau d'instruction (exemple : la possession d'un titre de docteur) ; ou, au contraire, un même déshonneur, une même indignité, une même stigmatisation (exemples : le hors-la-loi, le drogué, l'infirme). 	<p>Ordre politique = mode selon lequel se conquiert le pouvoir dans une société.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisations qui mobilisent des soutiens, en vue de conquérir et d'exercer le pouvoir. • Les partis se structurent pour porter les intérêts d'une classe ou d'un groupe de statut vers la conquête du pouvoir.

□ DOC 19 : texte n°4 p.179

50. Relevez les caractéristiques qui distinguent les familles du Bottin mondain du reste de la population.
 51. Pourquoi sont-elles susceptibles d'entretenir des relations personnelles ? Quel rôle joue alors le BM ?
 52. A l'aide du texte n°3, montrez que les familles du BM constitue un groupe de statut.

III. LES PROLONGEMENTS CONTEMPORAINS RENOUVELENT L'INTERPRÉTATION DE LA STRUCTURE SOCIALE DE NOS SOCIÉTÉS

Les analyses de la structure sociale en termes de classes et de strates se sont développées au cours du XXIème siècle notamment dans un contexte de moyennisation au cours des Trente Glorieuses. Ces nombreuses analyses s'inscrivent dans le prolongement des analyses de Marx et Weber et contribuent à renouveler le débat sur la stratification sociale.

A. Les analyses en termes de classes sociales restent d'actualité.

1. L'approche des classes sociales de P. Bourdieu : un espace social fondé sur la détention des capitaux

□ DOC 20 : + texte n°1 p.180

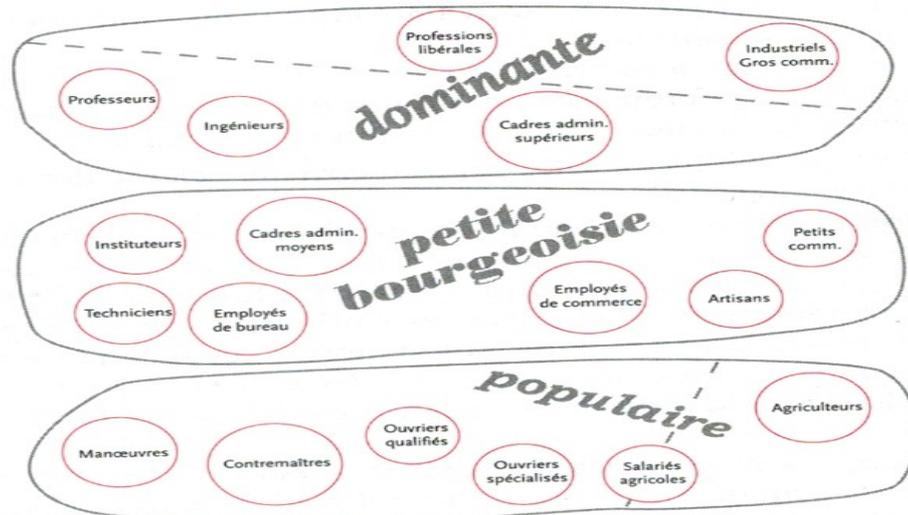
En puisant à ces deux sources, Pierre Bourdieu développe un espace social traversé par des rapports de domination, dans lequel les classes sont inégalement dotées et relativement fermées, mais où l'action collective n'est qu'une virtualité. Pour Pierre Bourdieu la position sociale est définie par le volume et la structure du capital global dont disposent les individus. Au delà d'une dimension économique, empruntée à Marx (le capital économique), Bourdieu accorde une grande importance au capital culturel (certifié notamment par les titres scolaires, mais également lié aux dispositions corporelles et à la familiarité vis-à-vis des biens culturels), au capital social (réseau de relations), ainsi qu'au capital symbolique qui renvoie à la considération que confère la possession des trois autres formes de capital. La hiérarchie sociale découle de la distribution inégale de ces différents capitaux avec une dimension quantitative : les agents fortement dotés constituent les classes dominantes ; mais aussi qualitative : selon la composition du volume global de capital la position des individus varie. Il définit ainsi trois classes liées à la possession de ces capitaux et à des habitus et styles de vie spécifiques. C'est donc une approche multidimensionnelle de la classe qui est développée. Entre ces classes le conflit n'est pas une nécessité mais il existe bien des rapports de domination et des luttes, notamment pour le contrôle du capital culturel, enjeu majeur selon Bourdieu. Les classes dominantes cherchent ainsi à imposer leur modèle culturel et leur vision du monde aux autres classes par le biais de pratiques de distinction, pour cela elles doivent contrôler les institutions productrices de légitimité comme l'école ou l'État. Il y a donc chez elles une stratégie consciente de reproduction. Bourdieu tente de dépasser l'opposition entre classes réelles et constructions du sociologue, qui distingue le réalisme marxien du nominalisme wébérien, en proposant la notion de « classes virtuelles ». Celles-ci, construites par le sociologue peuvent néanmoins prendre corps à travers un processus de mobilisation et de représentation, ce qui semble être observable pour la classe dominante. En ce sens, la définition des classes elle-même est perçue comme un enjeu dans la lutte que se livrent les classes.

Eduscol, Document d'accompagnement du programme de Terminale ES, 2012

53. Que signifie la notion de capital chez Pierre Bourdieu ?
 54. Quels sont les trois types de capitaux distingués par Bourdieu ?
 55. Pourquoi peut-on dire que les travaux de Pierre Bourdieu sont une synthèse de l'approche de Marx et de Weber ?

□ DOC 21 : graph n°2 p.180

56. A partir de leur position dans le schéma, décrivez le volume et la structure du capital qui caractérisent les instituteurs et les professeurs du secondaire.
 57. Pour quelles raisons le graphique mentionne-t-il des pratiques culturelles, des loisirs, des types de consommation alimentaire ?
 58. Le trait en pointillé sépare les parties dominantes et dominées de l'espace social. Où les dominants se trouvent-ils sur le schéma ?

1.1. Comment analyser la structure sociale ?

D'après Y. Lemel, *Stratification et mobilité sociale*, Armand Colin, Coll. U, 1991.

2. L'analyse de L. Chauvel : vers un retour ou redéfinition des classes sociales aujourd'hui ?

□ DOC 22 : + texte n°4 p.181

Dans les démocraties développées, la disparition des classes sociales semblerait un acquis et une évidence sur laquelle il est incongru de revenir. Cette question serait tranchée. [...] Pour conclure à l'existence ou à la disparition des classes sociales, la mesure des inégalités économiques et sociales est stratégique : elle est la seule démarche permettant de diagnostiquer leur stabilité, leur diminution ou leur amplification, ainsi que leur structuration. [...] Si certains critères mettent en évidence un recul de la réalité des classes, soit dans la période 1965-1980, soit pour les générations de l'entre-deux-guerres jusqu'aux premières générations du baby boom, nous assistons depuis lors à une pause, voire à un regain de certaines inégalités. Le passage de la croissance rapide à la stagnation (ou croissance molle) a eu, en soi, un impact inégalitaire : la croissance permet de projeter un rattrapage à l'horizon de la vie ou d'une génération à l'autre, alors que la stagnation offre une vision d'immobilité. [...] Un certain nombre d'arguments permet donc de parler de maintien, voire de retour, des classes sociales.

Pour autant, dans ce diagnostic, un élément demeure manquant : celui concernant les identités collectives, autrement dit la conscience de classe. [...] L'identité collective telle que l'on pourrait la définir se révèle à tout un ensemble de critères : le sentiment d'appartenir à une classe sociale, la mobilisation animée par des syndicats spécifiques, l'unité d'action politique au travers de partis structurés sont, sans aucun doute, les points centraux de l'analyse. Il est indubitable qu'entre 1949, où 40 % des salariés étaient syndiqués et aujourd'hui, où ils ne sont plus que 10 %, une perte de mobilisation est évidente. Au long des Trente glorieuses, le PCF a représenté de 20 à 25 % des votes, contribuant à un activation permanente de la classe ouvrière. A 30 ans de distance, tout cela évoque un monde englouti. [...] Objectivement visibles mais subjectivement désarticulées, les classes sociales sont porteuses d'un avenir plus ouvert qu'on ne le conçoit généralement.

Louis Chauvel, « Le retour des classes sociales ? », Revue de l'OFCE, n°79, octobre 2001

59. Pourquoi Louis Chauvel ne remet-il pas complètement en cause la thèse de la moyennisation ?
60. Pourquoi peut-on parler d'un retour des classes sociales ?
61. Expliquez la phrase soulignée.
62. Pourquoi peut-on considérer que les travailleurs précaires décrits par F. Aubenat sont exploités économiquement ?
63. Montrez que la domination qui s'exerce sur ces travailleurs revêt également des aspects symboliques.
64. Comment expliquer que ces catégories soient peu mobilisées pour défendre leurs intérêts ?

□ DOC 23 : Des classes sociales sans conscience ?

Un certain nombre d'arguments permet de parler de maintien, voire de retour, des classes sociales. Pour autant, dans ce diagnostic, un élément demeure manquant : celui concernant les identités collectives, autrement dit la conscience de classe. [...] L'identité collective telle que l'on pourrait la définir se révèle à tout un ensemble de critères : le sentiment d'appartenir à une classe sociale, la mobilisation animée par des syndicats spécifiques, l'unité d'action politique au travers de partis structurés sont, sans aucun doute, les points centraux de l'analyse. Il est indubitable qu'entre 1949, où 40 % des salariés étaient syndiqués et aujourd'hui, où ils ne sont plus que 10 %, une perte de mobilisation est évidente. Au long des Trente glorieuses, le PCF a représenté de 20 à 25 % des votes, contribuant à un activation permanente de

la classe ouvrière. A 30 ans de distance, tout cela évoque un monde englouti. Pour autant, il est difficile de dire que le vote cesse de discriminer socialement les différentes classes sociales.

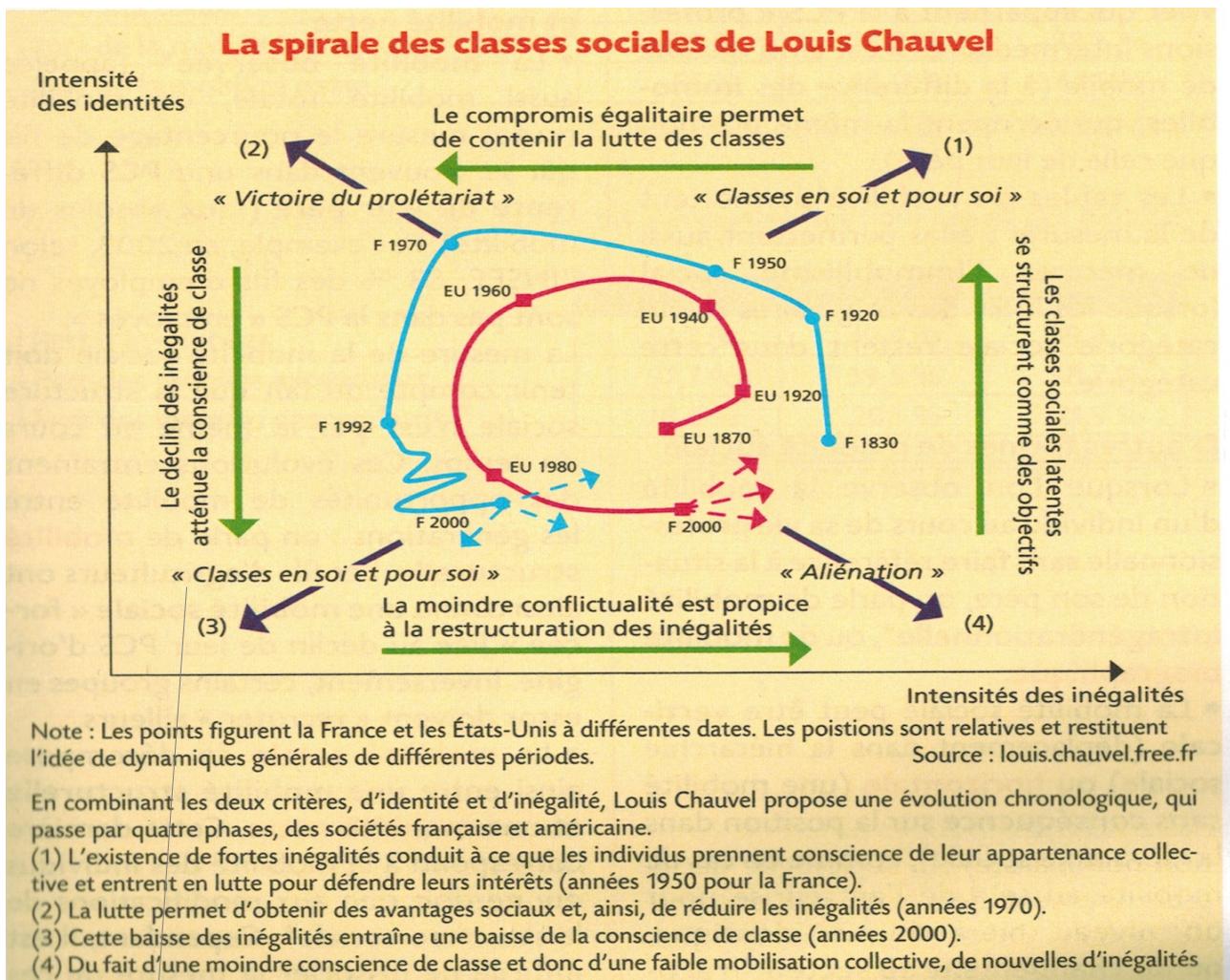
L'indicateur le plus difficile à interpréter concerne le « sentiment d'appartenance à une classe sociale », tel que les sondages de l'IFOP et de la SOFRES nous le restituent. [...] Plus intéressante est l'expansion de ceux qui se sentent membres de la « classe moyenne », dont le pourcentage croît alors que décline celui de la population se sentant appartenir à la classe ouvrière. La population ressentant une appartenance à la bourgeoisie devient quant à elle de plus en plus ultraminoritaire, les milieux aisés se réappropriant l'image d'une classe moyenne à peine supérieure. Plus subtilement, les réponses « autres » se sont multipliées. Que recouvrent de telles réponses ? On peut émettre l'hypothèse qu'il s'agit notamment de ceux qui, s'ils avaient disposé d'une plus large palette de réponses, auraient déclaré des positions telles que « les petits », « le peuple », voire « les exclus », « les pauvres » et de nombreuses autres situations que la « classe ouvrière » ne représente pas. [...]

Pour autant, il n'existe pas de mots sur la place publique, et certainement pas dans le discours actuel des partis, pour exprimer les besoins sociaux correspondant à ces positions sociales situées à l'intermédiaire entre une classe ouvrière incluse et une pauvreté marginalisée. Les sondages d'opinion sont ainsi dans l'incapacité de repérer que la « classe ouvrière » n'est plus la seule composante des « classes populaires », syntagme qui semble par défaut le terme le plus envisageable. Les membres de cette classe, faute d'entendre et de trouver un mot qui puisse leur convenir, se présentent eux-mêmes comme membres de la classe des « petits » ou des « exclus ».

L. Chauvel. « Pouvons-nous de nouveau parler de classes sociales ? », in J. Lojkine, *Les sociologies critiques du capitalisme*, PUF, coll. Actuel Marx, 2002.

65. Comment interpréter la montée des réponses « autres » selon Chauvel ?

□ **DOC 24 :**



66. Décrivez l'évolution des inégalités et de la conscience de classe depuis 1830 en France.

67. D'après ce document, le recul de la conscience de classe est-il irréversible ?

Il faut lire ici « **société sans classes** »

3. La Bourgeoisie, une classe sociale à part entière ?

□ DOC 25 : + texte n°3 p.181

La grande bourgeoisie, classe "réelle" Les années quatre-vingt-dix voient s'affirmer la prédominance d'une idéologie libérale qui rejette la notion de classes sociales. [...] Bien au contraire nous entendons montrer que, s'il existe encore une classe, c'est bien la bourgeoisie, ces familles possédantes qui parviennent à se maintenir au sommet de la société où elles se trouvent parfois depuis plusieurs générations. La société française de la fin du XXe siècle est une société profondément inégalitaire. Les grands bourgeois sont riches, mais d'une richesse multiforme, un alliage fait d'argent, de beaucoup d'argent, mais aussi de culture, de relations sociales et de prestige. Comme les handicaps sociaux se cumulent, les privilèges s'accumulent. [...] Que se passe-t-il à l'abri des regards indiscrets ? D'abord une intense sociabilité, dont les enjeux sont beaucoup plus importants que ne le laisse supposer une expression comme « vie mondaine ». À travers celle-ci s'accumule et se gère une forme de richesse essentielle, le capital social. Un capital qui, comme le capital économique, ignore les frontières : le capital social est lui aussi cosmopolite. La grande richesse se construit et se vit à l'échelle planétaire. La densité des relations conduit à une sorte de collectivisme paradoxal. Les familles mettent en commun une partie de leurs patrimoines et de leurs ressources dans le cadre des échanges incessants qui rythment leur vie. La richesse des uns vient ainsi accroître celle des autres par la médiation d'une intense sociabilité qui partage les valeurs d'usage, sans que, bien entendu, la propriété patrimoniale soit pour autant écornée. [La bourgeoisie] est à peu près la seule au début du XXIe siècle à exister encore réellement en tant que classe, c'est-à-dire en ayant conscience de ses limites et de ses intérêts collectifs. Aucun autre groupe social ne présente, à ce degré, unité et conscience de soi. La bourgeoisie est bien toujours là, fidèle à la position, dominante. Classe en soi et classe pour soi, elle est la seule aujourd'hui à prendre ce caractère qui fait la classe réelle, à savoir d'être mobilisée.

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, Sociologie de la bourgeoisie, La Découverte, coll. Repères, 2007

68. Pourquoi la grande bourgeoisie constitue-t-elle une classe "réelle" ?

69. En quoi la mobilisation de certains habitants du 16^e arrondissement de Paris illustre-t-elle l'idée que la Bourgeoisie formerait une « classe pour soi » ?

B. Le débat sur la moyennisation toujours d'actualité.

1. La moyennisation de la société remet en cause l'approche de la structure sociale en classes sociales : l'approche de H. Mendras

□ DOC 21 : Des classes sociales aux constellations : Henri Mendras et la moyennisation de la société + texte n°1 p.182

Henri Mendras et plusieurs sociologues français [...] critiquent la représentation pyramidale traditionnelle de la société telle qu'elle découle de l'analyse marxiste. En effet, cette dernière est inadaptée à la société française actuelle, car elle ne prend pas en compte l'importance des classes moyennes dans les processus de changements sociaux.

Plutôt que des classes, il y aurait des ensembles qui s'agenceraient pour former la société. Cela évoque l'image d'une constellation. [...] Cette perception introduit une dynamique : "Les groupes sont des galaxies qui grossissent ou réduisent, qui deviennent brillantes, s'illuminent et illuminent leurs voisins, ou au contraire s'affaiblissent et peuvent s'éteindre. Et ces galaxies s'organisent en deux constellations principales : populaire et centrale, et quelques constellations de moindre importance : les indépendants, les techniciens, l'élite dirigeante, les pauvres, etc."

Fondamentalement, deux mouvements remettent en question la vision d'une société divisée en classes sociales. D'un côté, le sentiment d'appartenance à une classe sociale s'affaiblit puisque de moins en moins de gens se disaient appartenir à la classe ouvrière ou à la bourgeoisie, et ceux qui se situaient dans la classe moyenne deviennent plus nombreux, jusqu'à être majoritaires dans l'ensemble de la population. D'un autre côté, les catégories sociales intermédiaires se multiplient.

Ces deux éléments aboutissent à l'effacement de la classe moyenne elle-même, puisque, n'étant plus intermédiaire entre deux classes fortes et antagonistes, elle perd sa caractéristique propre d'être "moyenne". Comme chez Marx, il y a un mouvement d'absorption, mais sa nature est radicalement différente : ce n'est pas le prolétariat qui absorbe les classes moyennes mais l'inverse.

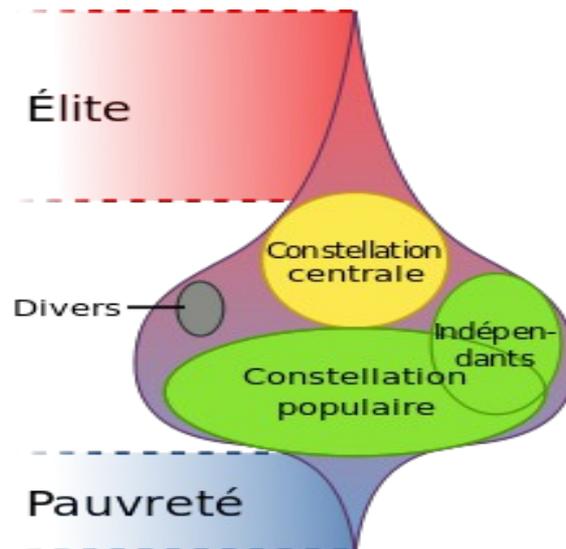
Or, le gonflement de cette constellation centrale annonce sa disparition [...] : il n'y a plus de "classe moyenne", puisque personne ne s'intercale entre le peuple et la bourgeoisie. On assisterait donc à une moyennisation de la société.

Patrice Bonnewitz, *Classes sociales et inégalités*, Bréal, coll. Thèmes et débats, 2004

70. Quelles sont les évolutions économiques et sociales qui expliquent l'hypothèse d'une moyennisation de la société française entre 1965 et 1984 ?

71. Quelles sont les spécificités de la constellation centrale dessinée par H. Mendras ?

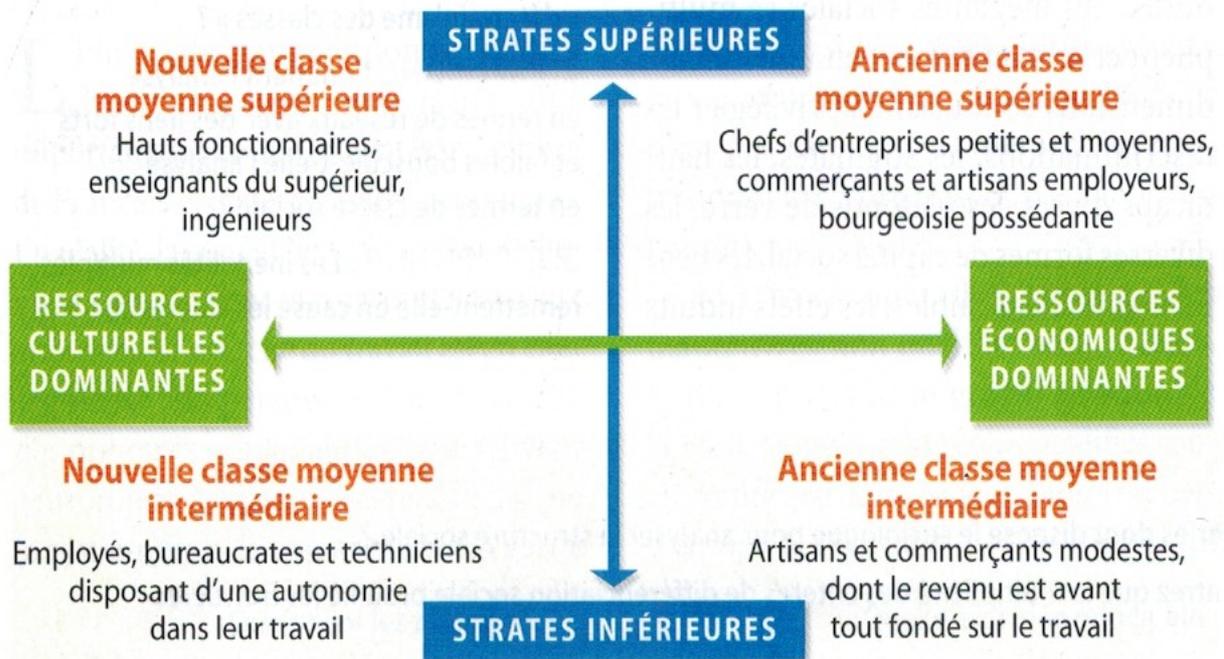
72. Montrez que cette vision s'oppose notamment à celle de Marx et de Bourdieu.



2. Débats actuels autour des classes moyennes.

□ **DOC 22** : textes n°4 p.183

La nébuleuse des classes moyennes



73. Quelle différence entre les « anciennes » et « nouvelles » classes moyennes ?

74. Pour Chauvel, quels sont les éléments qui attestent d'un « malaise » des classes moyennes ?

75. Quelles sont les caractéristiques identiques des classes moyennes présentées dans les deux textes ?

76. En quoi le second texte propose-t-il une analyse différente de la situation des classes moyennes contemporaines ?

IV. MULTIPLICITE DE CRITERES DE DIFFERENCIATION DE LA STRUCTURE SOCIALE DANS LES SOCIETES CONTEMPORAINES

Si les analyses en de classes ou de strates sociales apparaissaient comme un outil pertinent pour rendre compte de la structure sociale des sociétés industrielles, l'évolution et la complexification des sociétés modernes nécessitent l'utilisation d'outils d'analyse complémentaires. Les Catégories socioprofessionnelles sont élaborées en France dans la seconde moitié du XX^e siècle. Elles comportent plusieurs dimensions : une dimension économique mais aussi symbolique. Mais ces critères ne suffisent plus aujourd'hui pour appréhender la stratification sociale. Les styles de vie, le travail des femmes, l'âge, le genre sont autant de transformations qui contribuent à brouiller les frontières de classes et invitent à repenser les critères de classification sociale.

A. La grille des PCS : un outil utile mais contesté.

□ DOC 23 : + texte n°1 et tab n°2 p.184

Lorsque, au début des années 1950, les statisticiens de l'INSEE ont forgé les CSP, il s'agissait de fournir à la Comptabilité Nationale des indications sur les comportements des ménages en matière de consommation, de démographie, de politique, de sociabilité, etc. Ils se sont donc efforcés de construire des ensembles relativement homogènes en privilégiant comme critère de classification le statut professionnel, d'une part, et le métier, d'autre part. [...]

Pour tenir compte de la diversité, les CSP sont subdivisées en sous-catégories. [...] Si l'on parle maintenant de Professions et Catégories Socioprofessionnelles, c'est à la suite de l'abandon de l'ancienne méthode de classification qui combinait statut et métier. L'INSEE a en effet construit un nouveau code des professions qui s'articule directement avec celui des PCS.

Élaborée en 1954 par l'INSEE, la nomenclature des catégories socioprofessionnelles est devenue nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) en 1982, suite aux travaux d'Alain Desrosières et Laurent Thévenot.

Les principaux critères permettant de classer les individus dans une PCS sont :

- **la profession** ;
- **le statut professionnel** (salarié ou indépendant) ;
- **la qualification** (diplôme).

Pour les indépendants, deux critères s'ajoutent :

- **le secteur d'activité**. La nomenclature des PCS distingue ainsi les agriculteurs exploitants (travailleurs indépendants du secteur primaire) des artisans, commerçants et chefs d'entreprise (travailleurs indépendants des secteurs secondaire et tertiaire).
- **la taille de l'entreprise**. Sont classés comme « chefs d'entreprise » les employeurs, quelle que soit leur activité, qui emploient dix salariés ou plus. Les autres sont artisans, commerçants ou agriculteurs exploitants.

Pour les salariés, deux critères s'ajoutent :

- **la position hiérarchique** (combien de salariés a-t-on sous ses ordres ?)
- **la différence entre fonction publique d'une part et entreprises (publiques et privées) d'autre part**

La nomenclature comporte quatre niveaux d'agrégation emboîtés. Au niveau le plus fin, un poste de la nomenclature PCS correspond à une profession, décrite par un code à 4 positions comportant trois chiffres et une lettre. Au niveau le plus agrégé se trouvent les groupes socioprofessionnels : 8 postes, correspondant au premier chiffre de la PCS. Les niveaux d'agrégation intermédiaires sont ceux des catégories socioprofessionnelles à deux chiffres : 42 postes avec une version agrégée en 24 postes.

INSEE et Magnard TES 2012

77. *Quel est l'élément central qui permet de déterminer la position sociale dans la nomenclature des PCS ?*
78. *En quoi la nomenclature des PCS se rapprochent-elles des analyses de la structure sociale de Marx et Weber ?*
79. *Quel intérêt de regrouper les différentes professions en grandes catégories ?*

□ DOC 24 : texte n°3 p.185.

80. *Quelles sont les ambiguïtés soulevées par l'auteur sur l'utilisation de cette nomenclature ?*

B. De multiples critères de différenciation sociale.

1. Une différenciation selon l'âge et la génération

□ **DOC 25 : texte n°1 p.186**

81. Citez deux types d'inégalités entre les générations nées au début du baby-boom et celles nées dans les années 1970.

□ **DOC 26 : Vers la lutte des âges ?**

Pour L. Chauvel, la solidarité intergénérationnelle est mise à mal. Durant les Trente glorieuses, le « système de l'escabeau » assure la dynamique sociale suivant le principe suivant : les nouveaux arrivants sur le marché du travail sont payés à un salaire supérieur à celui auquel étaient embauchés leurs aînés. Ils gagnent moins que leurs pères toujours actifs, mais leur progression salariale fait qu'en fin de carrière, ils ont un salaire beaucoup plus élevé que la génération précédente. Cette dynamique est doublement intégratrice au niveau de l'entreprise (respect mutuel intergénérationnel) et au niveau familial (potentialité d'autonomie plus forte chez les jeunes).

Mais si pendant les Trente glorieuses la génération n'était pas un facteur de discrimination, elle le devient à partir des années 1980. L. Chauvel montre en effet que la loi du progrès générationnel de long terme est devenue obsolète : les actifs qui entrent sur le marché du travail au début des années 1980 sont confrontés à des rémunérations plus faibles et à une précarité accrue par rapport à leurs aînés. On peut donc se poser la question de l'existence d'une nouvelle « gérontocratie » et d'une « lutte des âges » qui se substituerait à une lutte des classes.

A. Beitone et alii, *Sciences sociales*, Sirey, coll. Aide-mémoire, 4e édition, 2004

82. Pourquoi, pendant les Trente Glorieuses, peut-on parler de système de l'escabeau ?

83. Pourquoi peut-on dire qu'il y a une lutte des âges aujourd'hui ?

2. Une différenciation selon le genre

□ **DOC 27 : la place des femmes au travail**

Sur quatre-vingt-six familles professionnelles, dix aujourd'hui peuvent être dites « paritaires » (elles se caractérisent par une répartition à peu près équilibrée entre hommes et femmes). Ces professions dites « paritaires » ne rassemblent que 12 % des personnes en emploi ; ce sont essentiellement des professions très qualifiées du tertiaire : cadres administratifs, comptables ou financiers, cadres de la fonction publique, des banques et des assurances, avocats, juges, médecins. 88 % des personnes en emploi l'exercent donc dans des métiers fortement ségrégués selon le genre. L'enquête conduite par Michel Glaude montre que la ségrégation sexuelle des métiers tend à s'accroître : les six métiers les plus féminisés rassemblaient 52 % des femmes actives en 1982 et 61 % en 1998 (employées de la fonction publique, des entreprises et du commerce ; personnels des services aux particuliers ; professions de santé ; institutrices). À cette ségrégation horizontale (entre professions), on doit ajouter une ségrégation verticale (« plafond de verre ») : les femmes sont peu nombreuses dans les sphères dirigeantes. Par exemple, dans la fonction publique : en 2000, les femmes représentent 55 % des fonctionnaires mais seulement 14 % des emplois de direction et d'inspection, 11 % pour les plus hauts postes laissés à la discrétion du gouvernement (nominations de hauts fonctionnaires en conseil des ministres : procureurs, commissaires, préfets, recteurs). En 1990, ces parts étaient respectivement de 9 % et 3 %, preuve que le plafond de verre s'estompe quelque peu. H

D'après Michel Glaude, « *L'égalité entre les hommes et les femmes : entre avancées et résistances* », *Économie et statistique*, n° 398-399, mars 2007

Quelques exemples de métiers et de familles professionnelles	
... où les femmes sont peu nombreuses et les hommes surreprésentés :	... où les hommes sont peu nombreux et les femmes surreprésentées :
<ul style="list-style-type: none"> - conducteurs d'engins du bâtiment et des travaux publics (0 % de femmes / 77 000 hommes) ; - ouvriers non qualifiés du gros œuvre du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction (3 % de femmes) ; - techniciens et agents de maîtrise de l'électricité et de l'électronique (5 %) ; - marins-pêcheurs (9 %). 	<ul style="list-style-type: none"> - caissiers et employés de libre-service (83 % de femmes) ; - coiffeurs, esthéticiens (84 %) ; - employés de la comptabilité (86 %) ; - infirmiers, sages-femmes (88 %) ; - aides-soignants (92 %) ; - secrétaires de direction (96 %) ; - secrétaires (98 %) ; - assistantes maternelles (99 %).

84. Pourquoi peut-on parler de "ségrégation sexuelle des métiers" ? Qu'est-ce que le plafond de verre ?

C. Une stratification de plus en plus plurielle.

□ DOC 28 : l'affirmation des singularités

Imaginons un instant que nous sommes dans une réunion sociale. On demande aux participants de se présenter. Selon la teneur de la demande, ils le feront certainement de différentes manières (profession, âge, vie familiale. . .). Mais si on leur demande de dire « qui » ils sont « vraiment », ils se livreront probablement devant nous à un étrange exercice. Ils nous diront qu'ils sont « ceci » ou « cela », mais aussi qu'ils ne sont pas vraiment « ceci » ou « cela ». Certes, conviendront-ils, ils sont jeunes ou vieux, ingénieurs ou employés, hommes ou femmes, mais ils ne sont pas vraiment comme les autres vieux ou jeunes, employés ou ingénieurs, femmes ou hommes. Tout se passe comme si les identités sociales étaient de moins en moins capables de cerner notre singularité. Et parfois, même, de rendre compte de nos capacités d'actions.

Mais la sensibilité accrue envers la singularité se repère surtout du côté de la conception que nous nous faisons de nos places sociales. Hier, l'individu était cerné par une position sociale, sinon toujours unique, au moins largement dominante, associée d'une manière ou d'une autre à une perspective de classe ou tout au moins à une strate sociale. Sans disparaître, cette vision est désormais concurrencée par une autre, nous rendant plus familier un monde dans lequel chacun d'entre nous est au centre de différents réseaux de sociabilité. Tout cela renforce, bien sûr, le goût pour les logiques affinitaires au détriment des logiques sociales entre groupes.

Daniilo MARTUCCELLI, *La société singulariste*, Armand Colin, 2010.

85. Pourquoi est-il difficile de se caractériser socialement aujourd'hui ?

86. Quelle évolution l'auteur du texte constate-t-il ?

□ DOC 29 : de nouveau x clivages sociaux.

Les années 1970 marquent la fin d'une société holiste¹ où l'appartenance de classe est un puissant prédicteur des styles de vie et des engagements religieux ou politiques. Les sociologues vont alors chercher d'autres marqueurs sociaux capables de faire la différence et d'expliquer les conduites individuelles ou collectives. Le genre ou l'identité sexuée est l'un d'eux : les femmes sont victimes d'inégalités salariales, elles accèdent rarement aux emplois à haute responsabilité (le fameux « plafond de verre »), et la division sexuelle du travail dans la sphère privée les contraint à assumer l'essentiel des tâches domestiques. L'appartenance à une classe d'âge apparaît également comme un clivage pertinent car les individus ne sont pas soumis aux mêmes

problématiques : insertion professionnelle et mise en couple pour les jeunes, gestion de sa carrière professionnelle et éducation des enfants pour les adultes, ou comment rester le plus longtemps en bonne santé sans sombrer dans la dépendance pour les personnes âgées. [...] Dans les pays industrialisés, les sociétés sont aujourd'hui composées d'individus aux identités plurielles (genre, classe sociale, génération, religion...), l'appartenance à un groupe est de moins en moins revendiquée, les individus défendent jalousement leur autonomie vis-à-vis de leur famille, des communautés, des syndicats, des partis politiques. La démocratie – le principe de liberté – a reconfiguré le lien social : les liens forts et imposés par le groupe auraient pour de nombreux sociologues

cedé la place à des liens souples et choisis, à une société organisée en réseaux.

Jean-Marc ROBIN, « La fin des classes sociales ? », www.digressions.info, 4 juillet 2014.

1. Dans une « société holiste », l'individu ne possède pas de libre-arbitre, et ses comportements individuels sont conditionnés par son groupe social d'appartenance.

87. Quelles sont les clivages sociaux qui semblent prendre de l'importance dans notre société ?

88. Expliquez la phrase soulignée.

□ **DOC 30 : l'homme pluriel + texte n°4 p.187**

<https://vimeopro.com/user36345481/ses-tle-es-2015-978210104600/video/125705126>

Bernard Lahire (né en 1963) peut être défini comme un héritier critique de Bourdieu. Il critique une vision excessivement homogène de la socialisation. L'expérience sociale des individus est plurielle [...].

L'acteur est pluriel parce qu'il a été socialisé dans des contextes variés. Dès lors, il ne dispose pas d'un « système de dispositions » mais d'un stock de dispositions hétérogènes, qui constituent autant de « répertoires » dans lesquels il peut puiser en fonction de la situation sociale qu'il est en train de vivre.

La théorie bourdieusienne de l'habitus assure une parfaite congruence entre l'origine sociale d'un individu et ses goûts et pratiques. Ainsi, dans *La distinction* (1979), à la hiérarchie sociale correspond étroitement une hiérarchie des pratiques culturelles : « goût légitime » pour les dominants, « goût moyen » pour les catégories intermédiaires, « goût

populaire » pour les milieux modestes. Selon Lahire, les individus, quelle que soit la classe sociale à laquelle ils appartiennent, peuvent avoir des profils culturels « dissonants », c'est-à-dire éclectiques, pas nécessairement cohérents en ce qui concerne le degré de légitimité de leurs goûts et pratiques. On peut être agrégé de philosophie et regarder la « Star Academy ». On peut également être ouvrier et suivre un programme sur Arte. Lahire considère la vision de Bourdieu comme datée. Celle-ci correspondrait davantage à la société française de la fin du XIX^e siècle. Depuis, la « foi » en la légitimité de la culture classique a baissé et les frontières entre légitime et illégitime se sont « désacralisées », du fait notamment de la concurrence entre les « instances de légitimation » (État, école, médias, etc.).

Céline BÉRAUD et Baptiste COULMONT, *Les courants contemporains de la sociologie*, PUF, 2008.

89. *Qu'est-ce qu'un profil culturel dissonant ?*

90. *En quoi l'existence de ces profils remet-elle en cause la prévisibilité des comportements culturels ?*

91. *Quelles seront les conséquences de ces évolutions sur l'analyse de la stratification sociale ?*

NOTIONS ESSENTIELLES :

- **Stratification sociale : Selon Serge Bosc, la notion recouvre deux sens distincts :**
 - dans un sens large, elle désigne l'ensemble des systèmes de différenciation sociale basée sur la distribution inégale des ressources et des positions dans une société
 - dans un sens plus étroit, elle signifie une interprétation du corps social comme un ensemble de strates hiérarchisées multiples comme le revenu, le statut professionnel, le rapport au pouvoir et le prestige.

La stratification sociale désigne le découpage des sociétés humaines en catégories hiérarchisées, présentant en leur sein une certaine homogénéité, et qui résulte de l'ensemble des différences sociales associées aux inégalités de richesses, de pouvoir, de prestige ou de connaissance. La variété des définitions théoriques et des représentations de la stratification sociale oppose classiquement les schémas de « gradation », dans lesquels les inégalités sont décrites en termes d'échelle (de revenu, de prestige, de niveau d'éducation, etc.) et les schémas de « dépendance » auxquels s'apparentent l'ensemble des schémas de classes sociales, où les inégalités sont rapportées à l'hétérogénéité de groupes liés entre eux par des relations d'interdépendance réciproque ou unilatérale. Les différentes représentations théoriques de la stratification se distinguent aussi sous le rapport de la plus ou moins grande complexité des dimensions dont elles procèdent. Si les représentations traditionnelles sont plutôt unidimensionnelles, avec une prédilection marquée pour les critères d'ordre économique (revenu et patrimoine), les théories contemporaines de la stratification sociale insistent davantage sur la pluridimensionnalité des inégalités et s'appuient davantage sur une représentation en termes d'espace social qu'en termes d'échelle, en articulant notamment les dimensions économiques et culturelles de la stratification. La pluridimensionnalité des systèmes concrets de stratification ouvre la possibilité de non-congruence entre les positions occupées sur les différentes échelles constitutives de l'espace social⁶ Domaine d'études à part entière, la stratification sociale constitue aussi une clé de lecture courante d'autres phénomènes : stratification sociale des attitudes politiques, culturelles, alimentaires, familiales ou matrimoniales ...

Philippe Coulangeon, les 100 mots de la sociologie, sous la direction de Serge Paugam, Collection Que-sais-je, PUF, 2010.

- **Inégalités économiques : différence de revenus et/ou de patrimoines qui peuvent s'analyser comme des avantages ou désavantages systématiques de certains groupes face aux ressources économiques.**
- **Inégalités sociales : différences sociales qui peuvent s'analyser comme des avantages ou des désavantages systématiques de certains groupes face à une ressource économique (revenu, patrimoine), politique (accès à des positions de pouvoir valorisées par la société), symbolique (accès à des statuts sociaux prestigieux), culturelle (inégalités scolaires, inégal accès à certaines pratiques culturelles) ...**
- **Structure sociale : est la répartition des individus appartenant à une même société dans différents catégories ou groupes sociaux.**
- **Classes sociales : sont identifiées par les sociologues qui existent au moins potentiellement dans la réalité comme groupes de personnes dans la même situation économique et sociale, mais aussi comme acteur de luttes ou comme communauté dotées d'une culture commune.**
- **groupes de statut : groupes sociaux constituant une des formes de la stratification sociale (chez Weber) et reposant sur des différences de prestige indépendamment de ses ressources économiques.**
- **Catégories socioprofessionnelles : un des niveaux de la nomenclature des PCS établie en 1982. Classification de la population selon une synthèse de la profession, de la position hiérarchique et du statut (salaré ou indépendant) permettant d'établir des catégories présentant chacune une certaine homogénéité sociale.**

NOTIONS COMPLEMENTAIRES :

- **Style de vie : selon Bourdieu, c'est un ensemble de goûts, de croyances et de pratiques caractéristiques d'une classe sociale.**
- **Genre : terme utilisé en sociologie pour désigner le masculin ou féminin. On distingue le sexe qui a un caractère biologique et le genre qui est une constructions sociale.**

NOTIONS DE 1ES :

- **Salaire** : c'est un revenu du travail salarié cad résulte d'un contrat de travail entre un salarié et une entreprise.
- **revenu** : est un flux qui prend naissance dans l'activité de production. Pour J.R. Hicks, le revenu d'un individu désigne ce qu'il peut consommer au cours d'une période de temps sans entamer la valeur de son patrimoine.
- **profit** : c'est le revenu du capital et/ou de l'entrepreneur. Il est mesuré en comptabilité par l'excédent brut d'exploitation.
- **revenus de transfert** : ce sont des revenus qui proviennent principalement de la redistribution organisée par l'Etat.
- **groupe social** : groupe formé d'individus en interaction (direct ou indirect), ayant conscience d'appartenir au groupe, et étant désigné comme membres du groupe par les autres individus.

NOTIONS AJOUTEES :

- **patrimoine** : c'est un stock constitué d'actifs financiers et non financiers détenu par un agent économique à un moment donné.
- **niveau de vie** : ensemble des biens et des services qu'un individu peut se procurer avec son revenu
- **discrimination** : différenciation de traitement qui conduit à mettre en cause le principe d'égalité. La discrimination consiste donc à classer, distinguer et hiérarchiser.
- **revenus primaires** : sont l'ensemble des revenus dont les ménages bénéficient en contrepartie de leur participation directe (revenus d'activité) ou indirect (revenus du capital ou de la propriété) à la production de richesses.
- **revenus du travail** (d'activité) : revenus en contrepartie de la contribution directe à la production de biens et services. Ils se composent des revenus d'activité salariée et ceux d'activité non salariée (indépendants).
- **Revenus mixtes** : revenu de la contrepartie de l'activité productrice des non-salariés. Il est assimilé à l'excédent brut d'exploitation. Il rémunère à la fois le travail de l'entrepreneur accompli dans son entreprise et les capitaux qu'il y a apportés.
- **revenus du capital (ou du patrimoine)** : ce sont des revenus qui se composent essentiellement des revenus de la propriété : intérêts, dividende, revenus fonciers et immobiliers (loyer, fermage ...)
- **Revenu disponible brut** (des ménages) : c'est le revenu (composé des revenus primaires et de transferts) que les ménages peuvent effectivement utiliser pour la consommation et l'épargne une fois déduits les prélèvements obligatoires.
- **Redistribution** : c'est l'ensemble des opérations visant à modifier la répartition primaire des revenus par l'intermédiaire des prélèvements obligatoires et des revenus de transfert. Elle a principalement une fonction de solidarité.
- **Redistribution horizontale** : opère des transferts de revenus entre des individus (ou des ménages qui ont des situations sociales et qui peuvent appartenir à la même strate de revenus primaires). Exple : les transferts d'actifs occupés vers les inactifs (retraités)
- **Redistribution verticale** : s'opère entre des individus (ou des ménages) qui ont des revenus primaires inégaux. Ceux qui ont des revenus élevés paient des impôts et des cotisations sociales plus élevés pour assurer le versement de prestations sociales. Elle vise donc à réduire les inégalités de revenus.
- **Prélèvements obligatoires** : ensemble des versements exigés des agents économiques sans

1.1. Comment analyser la structure sociale ?

contrepartie directe et qui sont versés aux administrations publiques. Ils comprennent les taxes, impôts et cotisations sociales.

- **Hierarchie sociale** : Situation sociale dans laquelle les positions sociales sont subordonnées les unes par rapport aux autres en fonction de critères de *pouvoir*, de *prestige social*, d'*autorité*, de *religion*, etc. Les *sociétés* sont ainsi hiérarchisées selon plusieurs critères, dont, par exemple :
 - des critères économiques : le *revenu*, le *patrimoine*;
 - des critères de prestige social : niveau de diplôme, situation professionnelle;
 - des critères de pouvoir : dirigeant/salarié, responsable politique/citoyen;
 - des critères religieux : Brahmanes (prêtres)/Shudra (serviteurs) dans les *castes* indiennes, évêque/curé de campagne.
 La nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles permet, dans une certaine mesure, d'appréhender la stratification sociale en terme de hiérarchie sociale : les ouvriers se situent alors en bas de la hiérarchie sociale et les cadres et professions intellectuelles supérieures en haut. L'analyse de la hiérarchisation de la société varie selon les auteurs. Ainsi, pour Max Weber, la hiérarchie sociale est pluridimensionnelle (dimensions économique, culturelle et sociale) : il distingue trois hiérarchies sociales liées au pouvoir, à la classe sociale et au statut. Pour Karl Marx en revanche, la hiérarchie sociale est unidimensionnelle (dimension économique) : elle est liée à la propriété des moyens de production et à la contradiction entre travail et capital.
- **Nominalisme** (approche nominaliste) : conception selon laquelle les concepts sont de noms que le sociologue attribue à des objets qu'il construit mais qui n'ont pas d'existence réelle. Ces outils créés par le sociologue permettent d'étudier les phénomènes sociaux comme par exemple la stratification sociale.
- **Réalisme** : conception selon laquelle les concepts utilisés par le sociologue sont l'incarnation de la réalité. Les concepts de catégories, classes, etc., traduisent des réalités sociales objectives que chacun peut constater et même souvent mesurer.
- **Classes sociales (Weber)** : regroupe les individus qui se trouvent dans la même situation de classe, c'est-à-dire placés dans une même situation économique, ayant des chances semblables de se procurer des biens (capital, biens de consommation, biens culturels) et ayant les mêmes intérêts économiques. L'approche est ici nominaliste.
- **Classes sociales (Marx)** : l'ensemble des individus qui occupent la même place dans le mode de production, ce qui entraîne des intérêts et des caractéristiques communs en terme de richesse, de culture ou d'accès au pouvoir politique. Cette classe « en soi » existe réellement et joue un rôle dans l'histoire à partir du moment où elle devient une classe « pour soi », c'est-à-dire que chaque individu développe le sentiment d'appartenir à ce groupe. Cette approche est dite réaliste.
- **Classe en soi (Marx)** : est une classe définie objectivement par sa place dans les rapports de production.
- **Classe pour soi (Marx)** : une classe qui s'organise pour défendre ses intérêts et qui devient ainsi un acteur collectif. A la différence d'une classe en soi, une classe pour soi se dote d'organisations économiques (ex : un syndicat) et politique (ex : un parti politique) qui défendent ses intérêts.
- **Conscience de classe (selon Marx)** : est la capacité d'une classe sociale à identifier les intérêts communs de ses membres et à produire une idéologie justifiant leur défense. Une classe ne développe une conscience de classe que lorsque chacun de ses membres prend conscience du fait de sa situation personnelle a une origine sociale et qu'il doit s'unir avec les autres pour défendre des intérêts communs.
- **Parti (politique)** : pour Max Weber, les partis politiques constituent avec les classes et les groupes de statut la 3ème composante de la stratification sociale. Les partis se structurent pour porter les intérêts d'une classe ou d'un groupe statutaire vers la conquête du pouvoir. Pour Weber, le processus de rationalisation des activités sociales va transformer les partis en structures bureaucratiques.
- **Classe sociale (Bourdieu)** : Une classe sociale (selon Bourdieu) est donc un ensemble d'agents ayant la même position dans l'espace social et des pratiques sociales proches.

1.1. Comment analyser la structure sociale ?

À partir de cette définition très générale, Bourdieu distingue trois grandes classes :

- la **classe dominante (selon Bourdieu)** est la classe composée de l'ensemble des agents fortement dotés en capitaux et dont les pratiques sont légitimes. La légitimité (selon Bourdieu) est la capacité d'être reconnu comme supérieur aux autres, donc à être accepté comme référent par l'ensemble de la population. En faisant reconnaître ses pratiques sociales comme étant supérieures à celles des autres groupes, cette classe acquiert un prestige qui justifie les bénéfices qu'elle tire de l'activité économique. Elle est composée des cadres (dont les professeurs) fortement dotés en capital culturel et des « gros » indépendants pour lesquels le capital économique est prédominant.

- les **classes populaires (selon Bourdieu)** sont l'ensemble des agents faiblement dotés en capitaux et dont les pratiques reflètent l'intériorisation des contraintes sociales qui pèsent sur eux. Ces contraintes sont d'ordre économique, mais surtout culturel, puisque ces agents adoptent pour l'essentiel une conception de l'ordre social qui est celle de la classe dominante et qui délégitime par avance leurs éventuelles aspirations. Bourdieu regroupe ici ouvriers, agriculteurs et contremaîtres ;

- les **classes moyennes (selon Bourdieu)** sont des classes dominées dont les membres aspirent à des pratiques légitimes. Composées des employés, artisans, petits commerçants, techniciens et instituteurs, elles sont principalement caractérisées par une volonté d'ascension sociale.

Ces classes sont liées par une relation de domination (selon Bourdieu) qui est la capacité pour une classe de faire accepter aux autres classes une conception de l'ordre social qui le favorise. Les agents dominés subissent donc une **violence symbolique**, qui est l'imposition de choix culturels arbitraires permettant à ceux qui les édictent de maintenir leur pouvoir. Cette violence symbolique se traduirait, par exemple, par le fait qu'une partie des salariés acceptent une stagnation de leur salaire afin d'accroître les profits de l'entreprise qui les emploie. Ceux-ci auraient intériorisé une analyse économique qui assimile les intérêts des actionnaires à ceux de l'entreprise et qui ne considère le salaire que sous l'aspect de son coût. La domination étant par définition efficace, cette réflexion débouche spontanément sur une analyse en termes de reproduction sociale. La **reproduction sociale** est la tendance à perpétuer les inégalités économiques et culturelles au sein d'une population et à transmettre les positions sociales d'une génération à l'autre.

Pour Bourdieu, comme pour Marx, il existe donc une lutte des classes, mais alors que, pour Marx, elle se déroule dans le domaine économique, Bourdieu la situe dans l'ordre symbolique (le domaine des représentations et des croyances).

- **Classe sociale (Chauvel)** : on peut parler de classes sociales pour des catégories :

1) **« inégalement situées - et dotées - dans le système productif »** ; les inégalités apparaissent donc comme un révélateur de l'existence des classes sociales. Le critère de la « propriété des moyens de production » est important mais n'est pas exclusif comme dans la vision marxiste. Il faut également tenir compte des inégalités en termes de « qualifications et de maîtrise organisationnelle du processus de production ».

- 2) « **marquées par une forte identité de classe, dont trois modalités peuvent être spécifiées :**

- ✓ « **l'identité temporelle** » qui traduit la permanence de la catégorie, une mobilité sociale réduite et de faibles liens avec les autres catégories mesurables notamment par le mariage (homogamie)
- ✓ « **l'identité culturelle** » qui renvoie au partage de symboles communs, de modes de vie et de façons de faire qui conduisent à se reconnaître comme appartenant à une même classe;
- ✓ - « **l'identité collective** » déterminant une capacité à agir collectivement, de façon conflictuelle, dans la sphère politique afin de faire reconnaître l'unité et les intérêts de la classe.

À l'instar de la vision des classes sociales de Pierre Bourdieu, la définition descriptive de Louis Chauvel permet de sortir de l'opposition traditionnelle entre Marx et Weber puisqu'elle fonctionne sur plusieurs dimensions. Il est question d'inégalités économiques mais aussi sociales (et donc culturelles) : l'inégale détention de ressources économiques (revenu, patrimoine), culturelles (pratiques culturelles et diplôme), sociales (réseaux familiaux et amicaux) et symboliques au travers des valeurs) est directement partie prenante une structure sociale hiérarchisée sous la forme de trois classes sociales: la classe supérieure, les classes moyennes et les classes populaires.

Chauvel montre alors que l'idée de la fin des classes sociales, apparue avec la croissance forte des « Trente Glorieuses », est démentie par les faits depuis le début des années 1980.

- **Classes moyennes** : au sens courant, ensemble de groupes sociaux qui se situent dans une position intermédiaire entre les classes inférieures, ou populaires, et les classes supérieures, ou dominantes
- **Moyennisation** : processus se traduisant par une croissance forte de la part des classes moyennes dans la société, conduisant à l'effacement des frontières de classes et à une réduction des inégalités
- **Polarisation** : processus de constitution de pôles principaux dans la stratification sociale, reflète d'inégalités qui creusent des écarts entre ces positions sociales, l'accent étant souvent mis sur l'existence de deux pôles d'où une approche bipolaire de la société

1.1. Comment analyser la structure sociale ?

- **Capital économique** : ensemble des ressources (revenus et patrimoine) d'un ménage qui lui permet de défendre ou d'améliorer sa position sociale
- **Capital culturel** : est composé par l'ensemble des ressources culturelles (diplômes, biens culturels, rapports à la culture et à l'école)
- **Capital social** : pour P. Bourdieu, ensemble des facilités sociales (réseau de relations, familiarité avec les modes de fonctionnement des lieux de pouvoir ...) qu'un ménage ou un individu est capable de mobiliser à son profit ou au profit de ses enfants. Dans la sociologie des réseaux, le capital social désigne le réseau des relations sociales qu'un individu et des volumes des différentes sortes de capital détenus par les agents qu'il peut ainsi atteindre et mobiliser pour son propre intérêt.
- **Capital symbolique** : pour P. Bourdieu, ensemble des signes distinctifs et des symboles de pouvoir acquis ou hérité par un agent. Cet ensemble inclut la respectabilité, l'honorabilité et la réputation de compétence qui sont aisément convertibles en capital social.
- **Niveau de vie** : ensemble des biens et des services qu'un individu peut se procurer avec son revenu.
- **Mode (genre) de vie** : par opposition au niveau de vie, le mode de vie est une notion qualitative qui désigne les manières de vivre et les habitudes de consommation caractéristiques d'un individu ou d'un groupe social.

ANNEXE : Peut-on encore parler de classe sociale ?
(Leçons d'introduction à la sociologie, leçon 18, Eric Kelassy, Ellipses, 2014)

PEUT-ON ENCORE PARLER DE CLASSES SOCIALES ?

- I. L'effacement des classes sociales
- II. Le retour des classes sociales

Il existe plusieurs approches méthodologiques et théoriques des classes sociales. Mais ce concept fondamental depuis les débuts de la sociologie désigne toujours des groupes sociaux hiérarchisés suivant des critères économiques, sociaux et culturels. Les classes sociales sont généralement considérées comme peu nombreuses et séparées par des frontières relativement claires, permettant de configurer la stratification sociale. Elles se trouvent dans un rapport d'inégalités et dans un rapport de domination dans des sociétés démocratiques qui postulent l'« égalité des conditions » (Tocqueville) comme le premier de ses principes. Les classes sociales sont donc dans des rapports de classe.

L'idée de classes sociales s'est imposée avec la modernité industrielle et capitaliste qui émerge au cours du XIX^e siècle. Elle ne se dément qu'avec la forte croissance économique des Trente Glorieuses qui semble installer une vaste classe moyenne réduisant les classes supérieures et populaires à des pôles très étroits (Henri Mendras). La question s'est alors posée de savoir si les classes sociales existaient encore. Depuis la fin des années 1970, le ralentissement de la croissance se traduirait par le « retour des classes sociales » (Louis Chauvel). La

reconstitution d'inégalités structurées permet de repérer objectivement des groupes sociaux dont les membres partagent les mêmes conditions de vie. S'il est plus difficile de parler de classe ouvrière, on assisterait à la recomposition d'une classe populaire, ou plutôt des classes populaires, sans véritable « conscience de classe ». Dès lors, peut-on encore parler de classes sociales ?

I. L'effacement des classes sociales

La croissance soutenue des Trente Glorieuses (1945-1973), en particulier de la période 50-73 durant laquelle le taux de croissance annuel moyen du PIB culmine à 5 %, se traduit par un net recul de la représentation de la société en termes de classe sociale. La vision marxiste qui, schématiquement, oppose classe capitaliste et classe ouvrière, apparaît dépassée. À la fin des années 1970, la lutte des classes établissant la « conscience de classe » n'est plus un enjeu central des rapports sociaux. Le découpage entre ceux qui détiennent les moyens de production et ceux qui n'ont que leur force de travail est progressivement remplacé par un **salarial quasi-généralisé** : plus de 80 % des actifs occupés

occupent un emploi salarié en 1975 (plus de 90 % aujourd'hui). Non seulement il n'existe plus vraiment deux groupes consistants qui s'opposent économiquement, mais il n'est plus possible d'assimiler les salariés aux « prolétaires ». Tout d'abord, la condition salariale s'est considérablement développée au cours des Trente Glorieuses grâce à l'État-providence (la protection sociale se généralise) et la consolidation du droit du travail. Le statut des salariés est ainsi renforcé par la mise en place d'instances de représentation comme les comités d'entreprises et les délégués du personnel. À la fin des années 1970, tous les salariés bénéficient de la mensualisation des salaires (ce n'était pas le cas des ouvriers, ce qui marquait une différence de statut avec les employés). Le statut salarial est également stabilisé par une économie sans chômage. Ensuite, il faut tenir compte de l'avènement d'une « **société post-industrielle** ». Les travailleurs du secteur des services – « dont les emplois ne correspondent pour la plupart à aucun système de classe parfaitement clair » – augmentent considérablement : entre 1954 et 1982, la croissance des employés est de 126 % ; celle des cadres moyens est de 192 %. Le secteur tertiaire rassemble déjà près de la moitié des actifs occupés en 1975 – et plus de 70 % aujourd'hui. À l'inverse, la fin des Trente Glorieuses amorce la baisse des effectifs de la « classe ouvrière » – véritable fer de lance du combat de classe : la part des emplois du secteur industriel passe de près de 40 % en 1975 à un peu plus de 20 % de nos jours. Depuis le début des années 1980, sous l'effet du progrès technique et de la nouvelle concurrence des pays à bas salaire, les « bastions ouvriers » ont progressivement disparu. Avant ce déclin numérique, la « classe ouvrière » bénéficie de la croissance exceptionnelle de la période 50-73 : comme les employeurs « échangent » des gains de productivité contre des hausses de salaire, une grande partie du monde ouvrier accède à la consommation de masse et se porte acquéreur de biens durables (comme l'automobile, la télévision ou des équipements ménagers) ; ils entrent aussi

dans les logements HLM qui représentent un grand progrès en termes de confort et d'hygiène (chauffage central, salle de bains, vide-ordures...) par rapport aux habitats populaires de la période précédente ; d'une façon générale, on assiste à un « embourgeoisement » ou à une « déprolétarianisation » de la « classe ouvrière » : pauvreté et précarité, généralement associée à la condition ouvrière, sont éloignées par une hausse conséquente du pouvoir d'achat, plus rapide que pour les autres catégories de salariés. Une large frange des masses ouvrières paraît intégrer des classes moyennes en plein développement en raison d'un rapprochement en termes de niveau de vie et de mode de vie des salariés. La « conscience de classe » s'étiolle avec les progrès sociaux issus de la croissance économique. Plusieurs indicateurs permettent de saisir ce phénomène : alors qu'il était nettement majoritaire dans les années 1960, le sentiment d'appartenance à la classe ouvrière s'est effondré dans les milieux populaires ; depuis la fin des années 1970, la syndicalisation a considérablement diminué et les conflits du travail, mesurés par les journées de grève, ont fortement reculé : les ouvriers participent désormais pleinement à la société de consommation, ce qui désamorce en partie l'action collective.

L'effacement des classes sociales durant les Trente Glorieuses s'explique aussi par l'émergence d'une vaste classe moyenne. Une part très importante de la population se situe dans une position intermédiaire dans la hiérarchie économique et sociale. Cette « moyennisation » de la société provient tout d'abord d'une réduction des inégalités économiques. Les Français les plus modestes connaissent un enrichissement beaucoup plus rapide que les plus fortunés. Les salaires ont ainsi tendance à se rapprocher : alors qu'un ouvrier gagne en moyenne 4 fois moins qu'un cadre en 1968, ce coefficient multiplicateur passe à 2,7 en 1984. Dès la fin des années 1960, une grande partie de la population possède un revenu qui gravite autour du revenu médian (celui qui partage l'effectif en deux parts égales). Cette réduction des différences économiques se

traduit par une forte homogénéisation sociale : les comportements en termes de consommation se standardisent ; la propriété immobilière se diffuse dans tous les milieux sociaux ; les médias pénètrent tous les ménages... La démocratisation scolaire devant permettre la mobilité sociale participe également à réduire les traits culturels propres à un groupe social : les enfants issus des classes populaires prolongent leurs études au lycée et à l'université. Alors que les frontières culturelles s'effacent, la culture de la classe moyenne ne cesse de s'étendre : la plupart des individus en partagent le matérialisme et l'individualisme. Avec l'avènement de cette classe moyenne généralisée, le concept de classe sociale perd de sa pertinence.

Dans son ouvrage intitulé *La Seconde Révolution française. 1965-1984* (1988), Henri Mendras théorise cette « moyennisation » de la société. Les classes sociales se sont « émietées » : la société paysanne traditionnelle a disparu en s'ouvrant au confort et à la technique moderne ; la « classe ouvrière », moins nombreuse, éclate sous l'effet d'une amélioration du niveau de vie de ses membres et un rapport au métier qui s'est transformé ; utilisant la logique marxiste, Mendras affirme que « s'il n'y a plus de prolétaires, il ne peut plus y avoir de bourgeois ». Dès lors, la représentation classique de la pyramide lui paraît désormais inopérante : il n'existe plus une large base incarnant les classes populaires, les catégories intermédiaires ne remontent pas en se rétrécissant pour finir sur la classe supérieure au « sommet ». Mendras propose de représenter la société avec la forme d'une toupie : le haut (l'« élite ») et le bas (la « pauvreté ») sont des pointes fines alors que le « ventre » est très large, réunissant les groupes de la classe moyenne (une vaste « constellation populaire », une importante « constellation centrale », les indépendants et quelques « divers »). Les frontières entre les groupes sociaux « moyens » apparaissent perméables en raison de la forte mobilité sociale, mais aussi parce qu'une « culture moyenne » se généralise. Mendras utilise un exemple devenu

célèbre pour le démontrer : le repas barbecue qui s'est diffusé dans tous les milieux sociaux ; autre exemple : le jean porté par tous les Français. Au fond, avec la « moyennisation » de la société, les barrières de classes se sont effacées. Il n'est même plus question de parler de classes sociales : « La classe moyenne est en train de se détruire elle-même en tant que classe, entraînant une transformation de toute la structure sociale qui enlève du même mouvement à la classe ouvrière et à la classe dirigeante leur caractère de classe au sens fort, marxiste du terme. S'il n'y a plus lutte entre elles, comment se définiraient-elles l'une par l'autre ? Et en pure logique, si tout le monde est moyen, plus personne ne l'est. [...] Il n'y a plus de classe moyenne puisque plus personne n'est pris en sandwich entre une bourgeoisie omniprésente et rusée et un peuple soumis mais sain – plus personne n'est moyen si tout le monde l'est plus ou moins ! » **Mendras défend une vision pacifcatrice de la société : sans classes sociales, les rapports d'exploitation n'existent plus.**

La moindre conflictualité du travail constatée au cours des Trente Glorieuses confirme donc que l'organisation sociale ne repose plus sur des classes sociales. Au milieu des années 1960, l'émergence des nouveaux mouvements sociaux démontre que les valeurs des individus ont changé : elles sont devenues « **post-matérialistes** ». L'action collective porte alors principalement sur des objets plus culturels, comme l'environnement ou la place des femmes dans la société, qui traversent toutes les couches sociales. Les problématiques de « combat » ne répondent plus à un découpage en classes sociales. La volatilité électorale démontre également que les citoyens s'affranchissent de leur identité de classe : les repères idéologiques comme le « vote de classe » perdent de leur consistance.

« L'essentiel de l'argumentation des sociologues intéressés à montrer la disparition des classes sociales peut être résumé en un diagnostic simple : baisse des inégalités économiques et éducatives, affaiblissement des frontières sociales en termes d'accès à la consommation et

aux références culturelles, mais aussi croissance de la mobilité, moindre structuration des classes en groupes hiérarchiques distincts, repérables, identifiés et opposés, moindre conflictualité des classes et conscience de classe affaiblie » (Louis Chauvel).

La « fin des classes sociales » (Robert Nisbet) redonne une actualité aux travaux du sociologue américain W. Lloyd Warner qui propose, dans *Yankee City* (1963), une approche stratificationniste. Lors d'une enquête menée dans la ville de Newburyport (Massachusetts) entre 1931 et 1935, il demande aux habitants de se classer et de classer les autres dans des groupes sociaux en fonction de différents critères : situation économique, statut social et degrés de prestige. Il distingue alors trois grandes strates sociales (« upper class », « middle class », « lower class ») qui se décomposent chacune en fraction supérieure et inférieure. Les différentes couches sociales sont liées : une sorte de continuité sociale favorise la mobilité sociale et exclut l'idée marxiste d'« antagonisme de classe ». La société se présente alors comme une échelle dont les barreaux peuvent être franchis, ce qui rend les conflits sociaux peu probables. Dans la seconde partie des Trente Glorieuses, l'organisation sociale ressemble au modèle développé par Warner.

II. Le retour des classes sociales

À la suite des crises économiques des années 1970, la croissance économique se trouve ralentie. Par conséquent, selon Louis Chauvel, « des inégalités structurées se reconstituent et déterminent objectivement les conditions de vie de groupes sociaux repérables. » En d'autres termes, les classes sociales seraient de retour.

Depuis 1975, la dynamique de réduction des écarts de salaire entre un cadre et un ouvrier s'est interrompue : le rapport stagne autour de 2,7 depuis 1985. Alors qu'un ouvrier pouvait espérer rattraper le niveau de vie d'un cadre une

année donnée au cours de sa vie active durant les Trente Glorieuses, ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui : en 2007, il lui faut 166 ans. Un chiffre qui démontre que la distance économique entre les cadres et les ouvriers devrait longtemps persister. D'autant que les années de crise intervenues depuis 2008 ne sont pas encore prises en compte et que les perspectives de croissance ne semblent toujours pas réjouissantes pour le futur. Une autre inégalité économique s'est renforcée avec la plus forte concentration du patrimoine : alors que les 10 % de ménages les plus riches disposaient d'un peu plus du tiers de la fortune nationale en 1975, ils en détiennent près de la moitié en 2010 ; aujourd'hui, les 50 % les moins fortunés n'en possèdent que 7 %. 20 % de la population ne dispose d'aucun patrimoine, si bien que les 10 % de ménages les moins aisés détiennent collectivement moins de 0,1 % du patrimoine total. Le patrimoine médian des cadres est 35 fois plus élevé que celui des ouvriers non-qualifiés...

Cette reprise des inégalités économiques structure d'autant plus la société que les frontières sociales apparaissent de nouveau plus étanches. La fluidité de la société a en effet tendance à reculer : en 1977, la probabilité qu'un fils de cadre occupe une position sociale supérieure à un fils d'ouvrier est de 74 % ; en 2003, elle est de 78 %. En dépit de la démocratisation quantitative de l'école, la démocratisation qualitative ne progresse pas : parmi les jeunes entrés en 6^e en 1995, près de 90 % des enfants d'enseignants ou de cadres supérieurs ont eu un baccalauréat, contre 40 % des enfants d'ouvriers non qualifiés. Et tous les bacs ne se valent pas... Les écarts de réussite scolaire des jeunes selon leur origine sociale se creusent au fil de la scolarité, secondaire et supérieure. 76 % des enfants de cadres ou d'enseignants entrés en 6^e en 1995 sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur ; seulement 20 % des enfants d'ouvrier non qualifiés. La dégradation de l'égalité des chances devant les filières d'excellences est nette : un enfant d'origine supérieure, né entre 1949 et 1958, avait 16,9 fois plus de chances d'obtenir un

diplôme d'une grande école ou d'une très grande école qu'un enfant d'origine populaire né dans la même période; pour les enfants nés entre 1958 et 1969, le rapport de chance relative monte à 19,8. Même si elle baisse légèrement, d'un point de vue global l'immobilité sociale reste très forte pour les positions « extrêmes » de la hiérarchie sociale: la table de mobilité sociale des destinées nous indique que les enfants d'ouvriers et de cadres ont une chance sur deux de rester dans leur catégorie socioprofessionnelle.

Ainsi, **des différences sociales marquées apparaissent en termes de ressources économiques et scolaires; cela se traduit mécaniquement par des inégalités de consommation.** Conformément aux inégalités de revenu, les 20 % de ménages les plus aisés consomment 2,5 fois plus que les 20 % de ménages les plus modestes. Mais la répartition de la consommation est également très différente en fonction du milieu social: par exemple, le poids budgétaire de l'alimentation décroît au fur et à mesure que l'on monte dans l'échelle de niveau de vie; les dépenses alimentaires redeviennent aujourd'hui un miroir des inégalités comme l'indique une enquête de l'INSEE: en 2011, 16 % des ménages les plus modestes ont déclaré qu'ils consacraient un éventuel surcroît de revenus de 10 % en priorité aux dépenses d'alimentation, au second rang derrière l'épargne (19 %). Ce n'est le cas que de 1 % des ménages les plus aisés. Il y a donc un clivage entre ceux qui doivent globalement se contenter de satisfaire leurs besoins nécessaires et ceux qui peuvent consacrer une part non négligeable de leur budget aux loisirs (en 2010, 71 % des cadres et professions intellectuelles supérieures partent en vacances contre 41 % des ouvriers) ou qui « achètent » le travail des autres sous forme de services (en 2005, 1,2 % des ménages les plus modestes font appel à un service ménager contre plus de 50 % des ménages les plus aisés). D'autres inégalités sociales existent: depuis le milieu des années 1970, l'écart d'espérance de vie à 35 ans s'est stabilisé entre les cadres et les ouvriers

(autour de 6 ans pour les hommes, de 3 ans pour les femmes), ce qui nous renseigne sur les différences persistantes de pénibilité au travail et de qualité; de plus, l'exposition au chômage et à la précarité n'est pas du tout la même en fonction de son milieu social: le taux de chômage des ouvriers est trois fois plus important que celui des cadres; celui des employés, deux fois plus élevé; par exemple, en 2011, 37,5 % des ouvriers subissent leur temps partiel contre 15,3 % des cadres et professions intellectuelles supérieures. Enfin, les inégalités culturelles augmentent depuis la fin des Trente Glorieuses: le taux de non-fréquentation des musées, monuments historiques, théâtres, concerts classiques et spectacles chorégraphiques des ouvriers est passé de 54 % en 1973 à 65 % en 2008; dans le même temps, celui des cadres baisse de 19 % à 14 %.

La renaissance des inégalités économiques et sociales dessine à nouveau une société découpée en classes sociales. Ce constat suppose de se référer à la définition Wébérienne des classes sociales moins radicales que l'approche marxiste: il existe aujourd'hui des « **communautés de destins** » qui sont inégalement pourvues en diverses ressources économiques et sociales. Pour Louis Chauvel, les classes sociales sont de retour dans la mesure où l'on accepte de les définir comme des « catégories inégalement situées — et dotées — dans le système productif » développant une forte « identité de classe » au travers de trois modalités: « l'identité temporelle » se retrouve dans les niveaux très élevés de reproduction sociale et d'homogamie sociale; « l'identité culturelle » qui est clairement perceptible dans les inégalités de mode de vie; reste « l'identité collective » — soit la capacité collective à prendre conscience de ses intérêts communs et à les défendre — qui est globalement en recul. Chauvel explique que la baisse de « l'identité collective » ne suffit pas à empêcher de considérer que la stratification sociale est faite de classes sociales. Les frontières sociales sont de nouveau relativement claires: les classes populaires représentent un groupe social dont les membres possèdent

des propriétés économiques et sociales proches, la « moyennisation » de la société n'est plus si évidente aujourd'hui et la « classe bourgeoise » reste une classe sociale au sens marxiste du terme.

Les individus que l'on peut aujourd'hui ranger dans les classes populaires sont dans une même « situation de classe » (Max Weber) sans néanmoins partager une « conscience de classe ». Ils présentent trois grandes caractéristiques : la petitesse du statut professionnel ou social, l'étroitesse des ressources économiques – sans que cela signifie nécessairement précarité – et l'éloignement relatif par rapport au capital culturel, en particulier pour le savoir scolaire (Olivier Schwartz). Les classes populaires, tout en étant hétérogènes – ce qui explique l'utilisation du pluriel –, rassemblent des « groupes dominés » dans la mesure où ils se trouvent tous dans une position de dépendance ou d'assujettissement économique. Cela se traduit par une certaine « vulnérabilité sociale » ou « insécurité sociale » (Robert Castel) qui est renforcée par une moindre protection sociale du fait de la crise de l'État-providence. L'exclusion n'est pas inéluctable car il subsiste dans les milieux populaires quelques mécanismes de solidarité primaire (famille, amis...). Mais les membres des classes populaires sont exposés, plus que les autres, aux manques de ressources et à toutes les formes de relégations sociales qui se sont développées ces dernières années (territoriale, professionnelle etc.). Ils subissent également une forme de subordination à leur « destin social » : les enfants issus des milieux populaires ont peu de chance de sortir de leur condition, d'abord parce qu'ils se heurtent à des formes de « séparation culturelle » (Olivier Schwartz). La « culture populaire » est celle qui s'oppose à la « culture savante », et qui privilégie les modes de transmission orale sur les traditions écrites et scolaires. Les comportements culturels des catégories populaires tendent donc à les séparer des normes culturelles reconnues comme légitimes par les classes dominantes. Selon Olivier Schwartz, l'idée de « séparation

culturelle » peut s'entendre de deux façons : tout d'abord, comme une dépossession des éléments de culture qui sont socialement discriminants – à l'image de la culture écrite qui joue un rôle décisif sur les résultats scolaires ; ensuite, par l'apparition d'une « altérité positive » qui renvoie à une réappropriation des conditions populaires d'existence offrant une sorte d'autonomie culturelle par rapport aux valeurs dominantes.

Les « prolétaires » d'aujourd'hui ne sont plus seulement des ouvriers travaillant dans l'industrie, il faut aussi y intégrer les ouvriers du tertiaire et une grande partie des salariés de l'économie des services comme les employés et certaines professions intermédiaires. Ils partagent de nombreuses caractéristiques professionnelles (travail pénible, pression hiérarchique, faibles perspectives de promotion, salaires bas, plus forte exposition au chômage et à la précarité etc.) et sociales (espérance de vie plus faible, style de vie proche, ressources culturelles plus étroites etc.). Pour reprendre l'un des critères de Louis Chauvel, notons la forte homogamie sociale des classes populaires : en 1999, les couples composés de deux ouvriers, de deux employés, d'un homme ouvrier et d'une femme employée ou d'un homme employé et d'une femme ouvrière représentent 37 % de l'ensemble des couples.

Si les classes populaires apparaissent objectivement comme une classe sociale – en raison du retour d'inégalités économiques et sociales structurées et d'une proximité en termes de mode de vie –, il est beaucoup plus difficile de repérer une dynamique subjective ou politique : elles ne développent pas de « conscience de classe » – au sens marxiste du terme –, c'est-à-dire qu'elles ne perçoivent pas collectivement leurs intérêts communs et que, par voie de conséquence, elles ne s'organisent pas pour lutter politiquement. En réalité, les deux aspects sont liés : « la conscience de classe ne fut jamais aussi forte que lorsque, dynamique de croissance de la société salariale aidant, les inégalités objectives déclinaient. Au contraire, la reconstitution de tout un ensemble de frontières sociales va de pair avec la

déstabilisation généralisée de cette conscience » (Louis Chauvel). Or, **une moindre conflictualité sociale est propice à une restructuration des inégalités économiques et sociales**. C'est ainsi que les « réformes » de l'État-providence s'orientent vers des protections moins fortes en matière d'assurance-maladie, d'assurance-chômage ou de retraites. Difficile également de stabiliser les droits collectifs dans le monde du travail. L'absence de contrepoids politiques et collectifs renforce ainsi une structure sociale inégalitaire. La partie la plus conséquente des classes populaires, les employés, n'ont en effet aucune identité collective. Par ailleurs, la « conscience de classe » des ouvriers s'est considérablement érodée, d'autant plus qu'elle se trouve comme « parasitée » ou « brouillée » d'avoir été plongée dans un ensemble beaucoup plus large et sans tradition de classe. Comme dans le reste de la société, l'individualisme domine dans les classes populaires : chacun vit sa situation, en particulier ses difficultés, comme la résultante d'un parcours individuel. Dans les milieux populaires, en raison de faibles ressources économiques et sociales, cette autonomie se transforme en « individualisme négatif » (Robert Castel) qui peut générer des déstabilisations individuelles... Avec une logique marxiste, Paul Bouffartigue, pense que cette absence de « conscience de classe » du monde populaire rend difficile l'utilisation du concept de classe sociale ; à l'inverse, il considère que la généralisation du « salariat précaire », qu'il perçoit comme une forme d'exploitation, conduit à un renouveau de la conflictualité sociale dans l'univers du travail – au travers notamment des mouvements spectaculaires d'opposition aux fermetures d'usines ou aux délocalisations. Il avance également que les mouvements collectifs écologiques et sociétaux peuvent être lus comme une radicalisation et une universalisation des conflits de classe (il s'agirait toujours de s'opposer à la marchandisation du monde). Au total, Paul Bouffartigue avance l'idée d'« **une lutte des classes sans classes** ».

Comme les nouvelles classes « inférieures » regroupent autour de 50 % de la population active, on peut logiquement en déduire que la vaste classe moyenne qui a émergé au cours des Trente Glorieuses n'a plus la même épaisseur. Les professions intermédiaires ne progressent plus comme dans la période de forte croissance. Par ailleurs, on observe un double mouvement pour les cadres : une aspiration vers le haut pour les mieux dotés et une banalisation du statut qui a tendance à lui donner moins de valeur. Depuis le milieu des années 1980, la vision de Mendras ne semble plus correspondre à la réalité sociale : les classes moyennes intègrent désormais des catégories aux revenus bien supérieurs à la moyenne ; à l'opposé, elles semblent en crise. On serait en présence d'un « éclatement des classes moyennes » (Paul Bouffartigue). Si certains membres des classes moyennes sont en mesure de transmettre leur statut social à leurs enfants (constitution d'un patrimoine important, inscription dans une école privée etc.), ce n'est pas le cas de toutes les catégories regroupées sous le terme « moyen ». Dans *Les classes moyennes à la dérive* (2006), Louis Chauvel démontre en effet qu'un risque de déclassement frappe les enfants des classes moyennes qui vivent à plein le retournement de la conjoncture économique des années 1980 et 90. Ils souffrent tout autant de la persistance d'un chômage de masse, de la précarisation du marché du travail, de la dévalorisation du diplôme supérieur, et des places moins nombreuses dans la fonction publique. Les générations issues des classes moyennes ont dû prendre conscience qu'elles évoluent dans un monde économique et social fortement détérioré et qu'il leur sera difficile d'avoir une position sociale supérieure – voire égale – à celle de leurs parents. Les inégalités générationnelles en termes d'insertion sur le marché du travail sont à cet égard particulièrement éclairantes : les jeunes des années 1980 ont rencontré un taux de chômage de 33 % sur les deux ans de la sortie de leur étude, contre 4 % pour ceux du début des années 1970. La thèse de Louis Chauvel a néanmoins été contredite : les enfants des classes moyennes

bénéficieraient toujours de bonnes chances d'ascension sociale grâce à leurs résultats scolaires ; toutes les catégories d'âge ont été touchées par la fin de la croissance forte. Reste qu'il y a discussion et que l'image d'une grande classe moyenne représentant un corps social homogénéisé a fortement perdu de sa pertinence.

À force d'analyser les transformations des « classes populaires » et des « classes moyennes », on peut finir par occulter qu'à l'autre bout de la hiérarchie sociale, les fractions sociales les plus riches possèdent toutes les propriétés d'une classe sociale au sens marxiste : il existe encore une « classe bourgeoise ». Celle-ci présente bien des conditions objectives d'existence bien distinctes des autres catégories sociales de la population (revenus, patrimoine, mais aussi ressources culturelles), mais elle est de surcroît capable de se mobiliser pour défendre ses intérêts collectifs. Elle est donc « **la dernière classe** » (Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot) dans la mesure où elle développe une « conscience classe ». Se trouvant au sommet de l'échelle sociale, la « classe bourgeoise » s'active pour défendre sa position : elle se sert de son pouvoir financier pour entretenir des relations avec le monde politique, en espérant bénéficier de réductions fiscales (sur les hauts revenus, les revenus du capital ou encore sur les bénéfices des entreprises). C'est l'une des raisons

qui a poussé Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot à qualifier Nicolas Sarkozy, qui avait mis en place le « bouclier fiscal », de « présidents des riches ». Il se développerait une oligarchie qui permettrait à la « grande bourgeoisie » de maîtriser son destin. Le phénomène est également remarquable dans les stratégies d'« entre soi » qu'elle cultive au travers de ses lieux de résidence dans les « beaux quartiers », de ses loisirs (fréquentation d'un club qui recrute sur cooptation, sports peu démocratisés comme le golf ou le polo...) ou des destinations de vacances (villes balnéaires ou stations de sport d'hiver), dans le choix d'établissements scolaires élitiste pour ses enfants, comme dans la recherche explicite de l'homogamie sociale (avec les « rallyes »). Il s'agit donc de vivre avec ses « semblables », à l'écart des inquiétants « problèmes sociaux » suivant un mode de vie spécifique et que l'on entend perpétuer avec les générations suivantes. La montée des valeurs individualistes n'épargne pas les plus riches qui perçoivent leur position sociale comme le fruit de leurs mérites. La « classe bourgeoise » contribue également à diffuser l'idée de l'assistanat : les plus pauvres bénéficieraient d'aides trop importantes de la part de l'État grâce à une fiscalité qui repose trop sur leurs épaules... Ce qui revient à renforcer le sentiment de culpabilisation des « classes populaires ».

■ ■ ■ REPÈRES

- Avec la période de forte croissance des Trente Glorieuses, les inégalités économiques et sociales ont tendance à se réduire. Les frontières entre les classes sociales sont tellement poreuses que l'on voit émerger une vaste classe moyenne. Théorisée par Henri Mendras, cette organisation de la société se veut moins conflictuelle.
- Depuis les crises économiques des années 1970, les inégalités économiques et sociales se reconstituent. On assisterait au retour des classes sociales selon Louis Chauvel.
- Les classes populaires apparaissent comme des groupes dominés et souffrant de formes de « séparation culturelle ». Par contre, elles ne développent pas de « conscience de classe ».
- La « moyennisation » de la société apparaît moins évidente depuis le début des années 1980 et le déclassement social des enfants des classes moyennes.
- La classe bourgeoise est la « dernière classe » au sens de Marx : elle bénéficie de conditions d'existence très distinctes des autres catégories sociales et sait se mobiliser pour défendre ses intérêts.